

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Pérenniser nos entreprises sur le marché africain

Les échos qui parviennent du front des exportations, sont de bons augures. En effet, grâce à des réformes institutionnelles et financières, l'exportation, jadis chapitre négligé, figure, désormais, au centre des préoccupations des plus hautes autorités de l'État. Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont franchi un pas quantitatif et qualitatif inédit durant les trois dernières années. L'offensive algérienne en Afrique, présage en effet, des résultats probants. P 3



AGRICULTURE, NUMÉRISATION,
MARCHÉ DES SMARTPHONES

**Plusieurs dossiers
examinés par le
gouvernement**

Le Premier ministre Nadir Larbaoui, a présidé une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un certain nombre de dossiers sectoriels. En effet, la réunion a été consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives du Président de la République liées au développement du secteur agricole, notamment au sud, au processus de la transformation numérique nationale et au développement de l'industrie du conteneur.

P 2

COOPÉRATION
ALGÉRO-MAURITANIENNE

**Vers la définition
des produits bénéficiant
de la franchise des droits
de douane**



Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé mardi soir depuis Tindouf que l'Algérie et la République islamique de Mauritanie s'attendaient à établir la liste des produits devant bénéficier de la franchise des droits de douanes pour propulser les échanges commerciaux bilatéraux.

P 3

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE
**L'Algérie mise sur le
paiement mobile**

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, mardi à Alger, que l'Algérie possédait des capacités pour réaliser un développement rapide du paiement mobile, soulignant que l'Algérie avait enregistré ces dernières années «une augmentation» du nombre d'opérateurs dans le domaine de la technologie financière (fintech) et du commerce électronique.

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Entrée en production de
l'usine Chery en octobre
prochain**

P 2

ALGÉRIE-CHINE

**Plus de 10 milliards
de dollars d'échanges
commerciaux**

P 3

STARTUP/ACCOMPAGNEMENT

**Plus de 300 startups
financées par l'ASF**

P 5

ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS
DE PROJETS DE PÊCHE

Installation d'une
commission
conjointe entre le
ministère et le CSJ

La commission conjointe entre le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a été installée, mardi à Alger, ayant pour mission l'accompagnement des jeunes en matière de formation et d'investissement, selon un communiqué du ministère. "La directrice d'études au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Fadila Seridi a présidé la cérémonie d'installation de la commission centrale conjointe entre son ministère et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) pour la mise en œuvre des clauses de la convention cadre signée entre les deux parties", a précisé la même source. La convention cadre a pour objectif "l'accompagnement des jeunes en matière de formation et d'investissement, en leur offrant l'orientation et l'appui nécessaires pour la réussite de leurs projets dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, "il a été procédé à la mise en place du programme d'activité annuel conjoint et à l'élaboration du projet de règlement intérieur de la commission qui veille à l'activation des comités au niveau local", conclut le communiqué.

AGRICULTURE, NUMÉRISATION, MARCHÉ DES SMARTPHONES

Plusieurs dossiers examinés
par le gouvernement

Le Premier ministre Nadir Larbaoui, a présidé une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un certain nombre de dossiers sectoriels. En effet, la réunion a été consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives du Président de la République liées au développement du secteur agricole, notamment au sud, au processus de la transformation numérique nationale et au développement de l'industrie du conteneur.

Par Slimane T

Dans le domaine agricole, et compte tenu de l'importance du stock national stratégique des céréales, le gouvernement a entendu une présentation sur le programme de renforcement des capacités de stockage des céréales, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des projets d'achèvement des silos de stockage, indique les services du Premier ministre dans un communiqué. L'investissement agricole dans les wilayas du Sud a été également passé en revue. Le ministre de l'agri-

culture a présenté un état des lieux sur le dossier et les perspectives de développement et l'augmentation des investissements afin de contribuer à la réalisation des objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire. Dans le cadre du suivi des réalisations et des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet national global de transformation numérique approuvé par le Président de la République, ajoute la même source, le gouvernement a entendu une présentation sur la numérisation des secteurs du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale afin de faciliter et accélérer les

démarches administratives, notamment le passage à la deuxième génération du système de la carte «Chifa». Le gouvernement a également passé en revue un certain nombre de mesures prises pour développer l'industrie nationale des conteneurs et accompagner les opérateurs actifs dans ce domaine. Enfin, le gouvernement a entendu une présentation sur l'état du marché national des smartphones et les mesures proposées pour encourager leur production locale afin de répondre aux besoins des consommateurs, en tenant compte des risques liés à la cybersécurité.

PRODUCTION DE PHOSPHATE À DJEBEL EL ONK (TÉBESSA)

Le Pdg de Sonatrach inspecte des projets à Tébessa

Le président directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a révélé mardi à Tébessa que le travail est en cours pour développer la production de phosphate à Djebel El Onk (commune de Bir El Ater) et augmenter les capacités de production nationale. Dans une conférence de presse en marge de sa visite au site de production du champ de Ras Ettamb à Djebel El Onk (120Km au sud de Tébessa) découvert en 1976 et mis en exploitation en 1977, le même

responsable a indiqué le groupe tient à développer la production de la région de Djebel El Onk et les champs en dépendant dont celui-ci pour augmenter la production nationale hors hydrocarbure en veillant à améliorer les conditions de travail à la base de vie, à assurer aux travailleurs tout ce qu'il faut et les motiver à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs tracés. Il a inscrit sa visite dans le cadre de l'inspection des structures et projets relevant du groupe dans cette wilaya. Après

qu'il s'est enquis des conditions de travail, de la chaîne de production et d'exportation et du système de sécurité à la Direction des Gazoducs Enrico MATTEI d'exportation du gaz vers l'Italie via la Tunisie, M. Hachichi a considéré que cette unité est un modèle qui regroupe les meilleurs jeunes techniciens et ingénieurs qui œuvrent à développer l'activité en veillant au strict respect des conditions de santé et de sécurité. Il a ajouté que cette unité montre la dynamique du groupe Sonatrach pour la satis-

faction des besoins de ses clients en tant que fournisseur sûr et cela renforce sa crédibilité à travers le monde. Concernant le projet intégré d'extraction, transformation et d'exportation du phosphate de Bled El Hadba, le PDG de Sonatrach a indiqué que ses services s'engagent au travers de l'entreprise ASMIDAL qui détient 34 % des actions à concrétiser tous les projets annexes, soulignant que les réserves de la mine de cette région dépassent 2,8 milliards tonnes de phosphate brut. « Nous

sommes actuellement à la fin de la phase d'étude de faisabilité du projet avant de passer au stade de la réalisation effective», a-t-il ajouté rappelant que son entrée en exploitation permettra d'augmenter les capacités de production nationale de phosphate à 10 millions tonnes par an dont 6 millions tonnes transformées et de réaliser des revenus de plus de 6 millions dollars par an outre les milliers d'emplois à générer pour les jeunes de la région.

R E.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Entrée en production de l'usine Chery en octobre prochain

L'usine de fabrication des véhicules de la marque Chery entrera en production en mois d'octobre prochain, a annoncé, hier à Alger, une responsable d'Auto Leader Company (ALC), représentant de la marque chinoise en Algérie. Répondant aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse organisée en marge de la présentation de la 2e édition du Salon national de

l'industrie automobile et de ses accessoires qui se tiendra à Constantine du 6 au 10 mai prochain, la directrice de la communication, Khamsa Boutitaou, a annoncé que « l'usine de production des véhicules Chery en Algérie entrera en production en mois d'octobre prochain ». L'usine commencera, dans une première phase, à faire du montage, avant de passer à la production effective,

comme prôné par les autorités algériennes, a-t-elle précisé, tout en relevant que les travaux de construction de cette usine ont atteint un taux d'avancement « appréciable ». Pour sa part, le manager général de Chery dans la région Afrique, Hu Chun, présent à cet événement, a déclaré à l'APS que « le projet de l'usine avance vite et bien », affirmant que « Chery commercera à produire ses vé-

hicules en Algérie au cours de cette année ». M. Chun a déclaré, également, que les responsables de la marque « aimeraient que l'usine entre en production avant le mois d'octobre, si les conditions s'y prêtent », ajoutant que ce projet sera lancé « au maximum en mois d'octobre, avec une capacité de production de 50.000 véhicules/an, qui sera atteinte progressivement ».

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Pérenniser nos entreprises sur le marché africain

Les échos qui parviennent du front des exportations, sont de bons augures. En effet, grâce à des réformes institutionnelles et financières, l'exportation, jadis chapitre négligé, figure, désormais, au centre des préoccupations des plus hautes autorités de l'État. Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont franchi un pas quantitatif et qualitatif inédit durant les trois dernières années. L'offensive algérienne en Afrique, présage en effet, des résultats probants.

Par Réda Hadi

Sur ce continent (Afrique), où, le taux du commerce intra-africain ne dépasse pas 15%, soit près de 3% du commerce mondial, l'Algérie entend jouer pleinement un rôle de catalyseur des échanges interafricains. Nos entreprises se sont déjà fait un nom, et acquis bonne réputation. Mais ces bons résultats ne doivent pas nous faire oublier que les marchés sont concurrentiels, et qu'à cela nous devons parfaire nos lois, et mieux appréhender les problèmes rencontrés. Pour beaucoup, cette réussite ne peut durer que si nos entreprises sont installées durablement sur le marché africain.

Pour Moncef Boudierba vice-président de la Capc (Confédération algérienne du patronat citoyen), qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, a affirmé que nos entreprises sont appelées à être pérennes en Afrique, et pour cela il faut appuyer la nouvelle dynamique dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la promotion des exportations hors hydrocarbures, en faisant participer tous les partenaires institutionnels à accompagner les opérateurs nationaux, privés et publics, pour une présence durable sur le marché africain. Le vice-président de la Capc, a notamment insisté sur le rôle des « représentations diplomatiques algériennes dans les pays africains » mais également celui de « la Banque d'Algérie et les ministères de l'Industrie, du Commerce et des Finances ».

Pour le représentant de cette organisation patronale, l'Algérie jouie d'une bonne répu-

tation de ses produits à l'étranger. Mais comme nous avons un bon retour sur nos produits, nous devons « néanmoins faire bouger les lignes et continuer sur cette lancée » a-t-il affirmé. Pour cela tous les acteurs de cette dynamique, doivent œuvrer en installant les activités de nos entreprises dans les pays africains.

Il faut pour cela faire des propositions intelligentes, pour que celles-ci (les entreprises) puissent avoir toutes les facilités pour y être installées. De même que la loi doit les protéger. Celles-ci pourront alors recruter la main d'œuvre locale, installer leurs bureaux. Ceci induira en fait de bénéficier des matières premières locales, qui existent sur place. Dans cette vision, l'Algérie possède l'expérience et le savoir-faire nécessaire pour pénétrer le marché africain. L'Algérie qui promeut ses exportations hors hydrocarbures, ne se limitent pas qu'au gaz et essaye d'enrichir son éventail de production de produits manufacturés ou agricoles.

Parmi les produits agricoles dont l'Algérie ambitionne de renforcer l'exportation : l'huile d'olive à destination de l'Égypte notamment. Ou encore les dattes Deglet Nour destinées à trouver leur place de choix sur les cinq continents. Les 80 millions de dollars engrangés chaque année par l'Algérie sont loin de refléter les capacités de production du pays qui dépassent le million de tonnes de dattes. Et l'objectif est d'atteindre les 250 millions de dollars d'exportations chaque année.

A ce titre, les produits algériens, répondant aux normes du marché, n'ont rien à envier aux autres et traduisent un savoir-faire

avéré. L'invité de la radio rappelle les montants déjà réalisés sur ce marché des produits algériens, dont les manufacturés. « Dans la céramique, nous comptons dépasser cette année la barre des 100 millions d'euros. Pour le fer, nous sommes déjà à près de 3 milliards et près du double pour le ciment », a-t-il dit. Plus globalement, « les chiffres visés pour les exportations hors hydrocarbures, concernant les produits industriels, avoisineront, fin de cette année, les 10 milliards de dollars », a-t-il ajouté.

Selon les dernières statistiques de l'ONS (office national des statistiques, l'Algérie enregistre une augmentation record des exportations hors hydrocarbures. La part des exportations hors hydrocarbures atteint un taux de 11% pour la première fois depuis des décennies, passant de 1,7 milliard de dollars en 2019 à près de 7 milliards de dollars en 2022.

Suivant la feuille de route issue de la conférence sur la relance économique, de nouvelles filières industrielles et semi-industrielles font leur entrée dans les exportations algériennes tels que les détergents ou encore les produits plastiques. Les pouvoirs publics assurent œuvrer pour maintenir ce fort dynamisme des exportations hors hydrocarbures vers environ 150 pays, avec l'objectif d'atteindre 15 milliards de dollars en 2024.

Notre pays s'est engagé résolument dans les exportations hors hydrocarbures, en multipliant ainsi sa présence dans les salons et forums internationaux - et plus particulièrement en Afrique, en Mauritanie, au Sénégal, au Soudan et les pays d'Afrique de l'Ouest.

COOPÉRATION ALGÉRO-MAURITANIENNE

Vers la définition des produits bénéficiant de la franchise des droits de douane

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé mardi soir depuis Tindouf que l'Algérie et la République islamique de Mauritanie s'attelaient à établir la liste des produits devant bénéficier de la franchise des droits de douanes pour propulser les échanges commerciaux bilatéraux.

«L'Algérie et la Mauritanie s'attellent à établir la liste des produits devant bénéficier de la franchise des droits de douane pour faciliter les échanges commerciaux», a déclaré M. Zitouni lors de la cérémonie d'ouverture des travaux du Forum des hommes d'affaires algéro-mauritaniens, qu'il a coprésidé avec le ministre mauritanien du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, Lemrabott Ould Bennahi, en marge de la 12ème édition de l'exposition internationale El-Mouggarr. Dans son intervention, M. Zitouni a affirmé que le Forum des hommes d'affaires algéro-mauritaniens permettra le transfert d'expériences et d'expertises et la construction d'une forte économie dans ces deux pays frères liés par

l'histoire, la culture et les liens sociaux et familiaux.

«Nous nous employons à créer une dimension économique pour compléter cette édification historique entre les deux pays, initiée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers le lancement de mégaprojets à même de changer la physionomie de l'économie locale et nationale», a-t-il soutenu, ajoutant que cette édition de l'Exposition internationale d'El-Mouggarr se voulait une continuité du développement et de la consolidation des relations économiques entre les opérateurs économiques des deux pays dans le cadre d'un partenariat efficace.

A cette occasion, M. Zitouni a affirmé lors de cette rencontre, qui a vu la participation d'hommes d'affaires algériens et mauritaniens, que les échanges commerciaux entre les deux pays frères au cours des 11 premiers mois de l'année 2023 avaient atteint 414 millions usd, soit une augmentation de plus de 82% par rapport à l'année 2022 (297 millions USD). Le ministre a indiqué que la valeur des exportations hors hydrocarbures

vers la Mauritanie se sont établies à 62 millions usd en 2023, soit une hausse de 51% par rapport à l'année 2022, contre 349 millions usd pour les importations durant cette même période, estimées à près de 183 millions usd en 2022, soit une hausse de plus de 91%.

Intervenant à l'occasion, le président du Conseil des hommes d'affaires algéro-mauritanien, Youcef Ghazi, a affirmé que l'organisation de l'exposition internationale El-Moggar dans cette wilaya frontalière, sera susceptible de l'ériger en point de lancement de la promotion des exportations vers les pays de l'Afrique de l'Ouest, après l'ouverture du poste frontalier terrestre Chahid "Mustapha Ben Boulaid" du côté algérien et le poste "Ismail Ould Bardi" du côté mauritanien, et ce en sus du lancement du projet de réalisation de la route reliant la ville de Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie), et l'inauguration de la Zone de libre échange à Tindouf qui en fera une plateforme d'exportation, susceptible de changer les atouts économiques de la région.

ALGÉRIE-CHINE

Plus de 10 milliards de dollars d'échanges commerciaux

L'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian, a déclaré, mardi à Sétif, que l'année 2024 sera celle de "la cueillette des fruits de la coopération entre son pays et l'Algérie, et qui sera également riche en nouvelles réalisations. «Le partenariat économique et stratégique entre la République populaire de Chine et l'Algérie, entré dans une nouvelle phase, dispose désormais de nouvelles opportunités après la visite en Chine, en juillet dernier, du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», a souligné M. Li Jian, rappelant que les deux chefs d'Etat ont élaboré, conjointement, un important plan pour le développement des relations amicales traditionnelles entre les deux pays.

L'ambassadeur de Chine, qui participait à un forum réunissant des opérateurs chinois et algériens, organisé dans la salle du Dôme, au Park Mall, a également souligné que la confiance mutuelle entre les deux pays «a atteint de nouveaux sommets» et que la coopération économique et commerciale s'est fortement développée, le commerce bilatéral total ayant dépassé pour la première fois, en 2023, les 10 milliards de dollars américains.

«L'Algérie, qui se caractérise par la stabilité politique, une situation géographique privilégiée et un marché de haute qualité qui a attiré les investissements à l'étranger d'entreprises chinoises, est considérée par ces dernières comme l'une des destinations privilégiées» a déclaré le chef de la mission diplomatique chinoise à Alger, relevant que certaines entreprises de son pays opèrent en Algérie depuis plus de 40 ans.

«La mosquée d'Alger, l'auto-route Est-ouest, ainsi que les stades, les logements sociaux et autres représentent autant de jalons dans le développement des villes algériennes, et un exemple vivant et édifiant de la coopération mutuelle entre la République populaire de Chine et l'Algérie», a ajouté M. Li Jian. Ce dernier a également souligné que son pays était disposé à continuer à participer à la concrétisation de la nouvelle vision de l'Algérie, à contribuer à promouvoir la diversification de l'économie et à l'industrie locale. L'ambassadeur de la République populaire de Chine s'est dit «réjoui» de constater que la wilaya de Sétif se situait «à l'avant-garde de la coopération pratique entre la Chine et l'Algérie».

Synthèse ST.

RAMADHAN EST À NOS PORTES

Entre espoir et anxiété

Si les pouvoirs publics ont mis les bouchées doubles, pour que le Ramadhan 2024, se passe sans grosses fausses notes, le citoyen quant à lui s'y prépare avec toutes les traditions qui entourent ce mois sacré. Ils 'y préparent certes, mais avec cette boule au ventre, que tout le monde redoute. Pourtant, malgré l'opulence relative et l'amélioration des conditions de vie, chez nos compatriotes, la période des pénuries est restée vivace et à laisser de fortes traces.

Par Reda Hadi

Comme de tradition, ce sont les femmes les premières qui ouvrent les préparatifs. Avant le Ramadhan, c'est le mois de Chaabane. Un mois durant lequel, la maison est remise "à neuf" avec le nettoyage à grande eau de toutes les chambres. Le badigeonnage des murs des cours pour ceux qui en ont. C'est le mois aussi, ou les couvertures et autres literies, sont lavées. Tout est fait, pour accueillir ce mois dans la ferveur, la propreté, et la dignité. Une fois ce grand nettoyage fini, c'est l'heure d'accueillir donc ce mois avec tout son cérémonial. Et comme chaque année, c'est la boule au ventre, que nos concitoyens vont devoir affronter ce mois. Les marchés seront pris d'assaut, alors que la mercuriale connaît une forte hausse. Car, malgré une abondance en produits agricoles, les Algériens feront face à des hausses de prix vertigineux du faite des spéculateurs. Le ministère du Commerce a fait obligation d'afficher les prix et chaque jour publie une mercuriale de référence. A plus d'un mois de ce mois, peu de vendeurs s'astreignent à afficher les prix. «Chaque année, c'est la même folie, lâche Ali, retraité. Mais cette fois-ci, la cherté des fruits, des légumes et de la viande bat tous les records... C'est la guerre en Ukraine je crois qui fait exploser les prix.», dit-il tout en affirmant «que ce ne sont que les prémices de ce qui nous attends».

L'anarchie des réseaux de distribution

Pourquoi les autorités n'arrivent-elles pas à juguler un phénomène répétitif qui s'impose chaque ramadan ? Selon des experts, et au-delà de la conjoncture mondiale de la hausse des prix de l'alimentation – 20 % de hausse pour les huiles végétales et les dérivés laitiers, par exemple –, c'est la maîtrise des réseaux de distribution commerciaux qui pose problème. L'expert en économie Abderrahmane Hafef pointe «la désorganisation des circuits de distribution avec un manque de régulation au niveau des grands distributeurs, ce qu'on appelle dans le jargon les super grossistes, qui contrôlent le marché et se positionnent entre les producteurs/importateurs et le reste du circuit de la distribution». «Il est temps de réfléchir à la création de ce qui est connu à travers le monde par les centrales d'achat qui peuvent être inscrites dans le cadre du partenariat public-privé en créant des sociétés clairement identifiées et dont la régulation se ferait plus aisément», plaide cet expert.

L'emprise de l'informel

D'autres experts déplorent le fait que, sous pression des services de sécurité et de contrôle ou pour l'appât du gain facile, beaucoup d'acteurs du secteur agricole versent dans l'informel. Mustapha Zebdi, de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement, impute, par exemple, la hausse sans précédent, durant un an, des viandes blanches non seulement à l'importante augmentation des prix des aliments de volaille et des poussins, mais surtout à la situation de la filière dominée par l'informel : 80 % des aviculteurs ne sont pas connus des services de l'agricul-

ture. «Le mécanisme de fixation des prix n'est donc pas connu, comment voulez-vous que les prix du poulet soient stables et maîtrisés », regrette Mustapha Zebdi. « C'est une anarchie que l'on peut vérifier dans certains marchés de gros de fruits et légumes où les transactions ne se font pas par bons de transactions [factures]. C'est ce qu'on appelle l'absence de transparence dans les transactions commerciales, ou, en termes crus, de l'évasion fiscale », relève-t-il. Au-delà d'une meilleure régulation des circuits de production agricole, l'autre défi est de se pencher sur le système de nutrition algérien qui, impacté par la hiérarchie des prix, favorise « les déséquilibres alimentaires avec une surconsommation de calories peu chères composées de produits importés et subventionnés, et une sous-consommation de fruits, légumes frais, viande et poisson », comme le note Omar Bessaoud, professeur d'économie agricole à l'Institut d'agronomie méditerranéen de Montpellier. Cet expert prévient contre l'augmentation du « nombre d'enfants de moins de cinq ans, de personnes adultes obèses et de femmes en âge de procréer âgées atteintes d'anémie ». Facteur « qui témoigne de déséquilibres alimentaires et d'un déclin du régime méditerranéen ». « L'Algérie a les moyens de sortir du piège des importations et des subventions qui appauvrissent aussi bien nos ressources financières que nos régimes alimentaires, soutient un expert. Mais il faudrait une politique plus claire, plus intégrante, dans le domaine agricole. Nous sommes un géant agricole qui s'ignore.»

Prix et approvisionnement au cœur des préoccupations

À l'approche de ce mois sacré, les pouvoirs publics, ne laissent rien au hasard. Les enjeux de l'approvisionnement et des prix des produits de consommation courante sont au centre des préoccupations, et le ministère du Commerce, mène une action concertée pour garantir une période de jeûne sans heurts pour les citoyens.

Les préparatifs sont en cours depuis plusieurs mois. Dès décembre 2023, il a été élaboré un plan intersectoriel. Adopté le 19 décembre, ce plan met l'accent sur l'importance d'approvisionner le marché avec des produits locaux et importés pour stabiliser les prix et protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Une évaluation de l'approvisionnement du marché est prévue grâce à des comités locaux multisectoriels présents dans les 58 wilayas. Cette mission a été confiée à une commission multisectorielle, regroupant des représentants des ministères de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Industrie, et de la Production pharmaceutique. En somme, l'accent n'est pas seulement mis sur la quantité, mais aussi sur la qualité. Le ministère de l'Agriculture a organisé une réunion clé le 10 décembre, pour veiller à l'approvisionnement adéquat du marché pendant la période du jeûne. La qualité des produits proposés est au cœur des discussions. Les autorités ont également décidé d'importer de la viande rouge, avec une quantité de 85 000 tonnes à un prix de 1200 DA le kg. Cette mesure vise à stabiliser les prix et à endiguer les pratiques spéculatives qui pourraient faire grimper les coûts des produits de base. En anticipant les besoins du mois de Ramadan, le gouvernement algérien prend des mesures proactives pour assurer l'approvisionnement et la stabilité des prix. La coordination entre les ministères et la mise en place de comités locaux reflètent une approche holistique pour garantir une période de jeûne sans heurts pour les citoyens. L'importation de produits alimentaires essentiels contribue également à maintenir l'équilibre sur le marché. Pourtant malgré ces mesures, que tout le monde salue, l'algérien reste sceptique et n'arrive pas à se départir de cette boule au ventre. En effet, les anciens réflexes de pénuries sont restés vivaces dans les esprits. Et, comme chaque année, durant le mois de Ramadan, les citoyens pour bien ac-

cueillir cet événement, se mettent à s'approvisionner de différents produits alimentaires de tous genres, allant du plus nécessaire au plus facultatif. Des habitudes de consommation qui durent depuis des années et même en ces temps d'abondance relative, la tradition reste intacte.

C'est le mois de tous les dangers, pour la bourse

En effet, l'an passé à la même période, un sondage non exhaustif, nous a permis de prendre la température de l'ambiance ambiante. Lors de notre virée que nous avons consacré au sujet des dépenses durant le mois de Ramadan, nous avons remarqué que les ménages algériens consacrent de plus en plus des budgets spéciaux pour ce mois, et les dépenses durant cette période représentent dans la plupart des cas, le double, voire le triple par rapport aux autres mois de l'année. Une manière d'exploser son porte-monnaie. Un homme la soixantaine, rencontré au marché populaire de Sorecal, où il est difficile de se frayer un chemin, nous a affirmé que «la moyenne des dépenses des petits ménages pendant le Ramadan, est estimée entre 50 000 à 60 000 DA sans les autres charges», mais selon lui, «la majorité des citoyens dépensent plus qu'ils n'en consomment durant ce mois». Les spécialistes quant à eux, estiment, que pour ce mois, les dépenses ont tendance à doubler ou à tripler, et que pour une famille de cinq membres, et ce mois coûte entre 120 000 à 130 000 DA. Pourtant, alors que tous affirment que leur budget explose, d'autres soutiennent que durant ce mois, ils font des économies. Une dame qui se dit retraitée, rencontrée dans une autre supérette, a estimé quant à elle que «c'est durant ce mois de Ramadan que je fais des économies, je gère mon budget en achetant que ce qui est nécessaire, et j'évite au maximum les dépenses dans les produits de marque, je choisis ceux de marques moins chères, et je fais des préparations maisons pour éviter de les acheter».

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 مارس 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 06 mars 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	90	101	79	الطماطم	
	Oignon sec	76	83	70	البصل الجاف	
	Ail sec	518	581	455	الثوم الجاف	
	Carotte	69	78	59	الجزر	
	Navet	67	75	59	لفت	
	Chou-fleur	74	83	66	قرنبيط	
	Choux	60	67	53	قرنب	
	Courgette	103	113	93	الكوسة	
	Haricot vert	371	395	347	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	89	99	79	الخبز	فواكه طازجة
	Pomme locale	457	578	336	التفاح المحلي	
	Datte	576	713	439	التمر	
	Orange	135	164	106	البرتقال	
	Mandarine	184	215	152	الماندرين	
Produits d'origine animale	Banane	329	339	319	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1748	1883	1613	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	499	512	486	الدجاج	
	(Eufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)	

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'Algérie mise sur le paiement mobile

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Ovalid, a affirmé, mardi à Alger, que l'Algérie possédait des capacités pour réaliser un développement rapide du paiement mobile, soulignant que l'Algérie avait enregistré ces dernières années «une augmentation» du nombre d'opérateurs dans le domaine de la technologie financière (fintech) et du commerce électronique.

Synthèse Sirine R

Selon le ministre, le paiement mobile est un mode qui sera la solution au retard accusé dans la généralisation des terminaux de paiement électronique (TPE)», a précisé M. Ovalid. Ces déclarations ont été faites lors d'une conférence thématique placée sous le thème «la stratégie du Gouvernement pour le développement de la technologie financière et le paiement électronique en Algérie», organisée en marge du 2e Sommet de la technologie financière et du commerce électronique, qui a débuté mardi à l'Ecole nationale supérieure d'hôtellerie et de restauration (Alger), et qui se poursuivra jusqu'à ce jeudi, avec la participation de plusieurs experts, entrepreneurs et acteurs du secteur monétaire et technologique. Dans ce cadre, le ministre a dit qu' «une opportunité historique» est offerte pour rattraper le retard accusé dans la généralisation des terminaux de paiement électronique, ce qui représente, selon lui, une opportunité aux fournisseurs du service de paiement mobile, mettant en avant l'importance de tirer profit des expériences de certains pays dans ce domaine, notam-

ment les pays asiatiques. Le ministre a souligné que l'Algérie avait connu ces dernières années «une augmentation» du nombre d'acteurs spécialisés dans la technologie financière et le commerce électronique, notamment après les facilitations décidées par le Gouvernement à travers la loi monétaire et bancaire, pour faciliter le paiement électronique, et ce, dans le but de réaliser l'inclusion financière. Dans une déclaration à la presse, il a fait savoir que le nombre des sociétés autorisées à fournir le service du e-paiement pour les commerçants, est supérieur à 50 sociétés, relevant que la valeur des opérations financières par e-paiement sont en «nette augmentation» depuis la pandémie de la Covid-19. Pour le ministre, «le prochain défi» est d'assurer le paiement par cartes internationales, et ce en vue de permettre aux sociétés algériennes de recevoir des fonds en devises, relevant qu' «il y aura des nouveautés à ce sujet durant les prochains mois». De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-Triki a affirmé dans son intervention, que "l'Algérie a réalisé, ces dernières années, une

avancée considérable en matière de développement de ses infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC)". A ce propos, il a indiqué que le nombre de ménages qui disposent d'internet fixe est passé d'environ 3,5 millions de ménages en 2020, à 5,7 millions de ménages actuellement, avec l'objectif d'atteindre 6 millions de ménages à la fin 2024, soulignant que son département ministériel œuvrait à généraliser la technologie de la fibre optique, sachant que 1.100.000 ménages ont été raccordés (50.000 en 2020). M. Triki a en outre souligné que le nombre d'abonnés de la téléphonie mobile est passé de 37 millions d'abonnés en 2020, à 46 millions d'abonnés actuellement. Quant à l'e-paiement, le ministre a relevé que le nombre de détenteurs de la carte "Edahabia" est passé de 6 millions en 2020 à 12,5 millions actuellement, tout en enregistrant 66 millions opérations de paiement électronique, via l'application "BaridiMob" en 2023, contre 5 millions en 2020. Il a relevé que les start-ups, les institutions financières et l'économie algérienne sont en mesure de parvenir à des niveaux plus élevés que ceux enregistrés dans le domaine du e-paiement

STARTUP/ACCOMPAGNEMENT

Plus de 300 startups financées par l'ASF

Plus de 300 startups au niveau national ont bénéficié d'un accompagnement financier par le Fonds algérien des startups (Algerian startups fund-ASF), a indiqué, mardi à Tizi-Ouzou, le Directeur général de ce Fonds, Okba Hachani. Présent à l'université Mouloud Mammeri pour une journée de formation et de vulgarisation des missions de l'ASF, M. Hachani a souligné que le Fonds qui

est doté d'un capital social de 2,4 milliards de DA, a accompagné depuis son entrée en activité en 2021, plus de 300 startups sur les 1.800 labellisées. Rappelant que l'ASF s'intéresse aux domaines des activités stratégiques, soit tout ce qui est intelligence artificielle, la fintech et l'agritech, entre autres, il a informé que des startups parmi celles accompagnées par le Fonds exportent leur

produits vers des pays africains. "Ces 300 startups sont toutes opérationnelles sur le marché et 7 d'entre elles ont commencé à faire dans l'exportation de leur prestations de service dans la région (marché africain), soit vers le Nigéria, la Tunisie, le Rwanda et le Sénégal", a-t-il observé. Le DG de l'ASF a cité le cas de la startup "Opticharge" spécialisée dans l'expédition de marchandises d'une valeur

de 75 millions d'euros, et qui couvre 7 pays. Sur un autre volet, il a relevé l'existence d'un marché africain porteur dans le domaine de l'agritech, invitant les startupeurs et les jeunes porteurs d'idées dans ce créneau à se rapprocher de l'ASF pour bénéficier d'un accompagnement financier et pour commercialiser leurs solutions à l'échelle nationale et mais aussi à internationale.

AVEC LE PROGRAMME ALGERIAN FOOD BANK

LG Electronics Algérie renforce son engagement humanitaire pour le Ramadan

LG Electronics Algérie réaffirme son engagement humanitaire envers la communauté à travers sa collaboration avec l'Association SIDRA dans le cadre du programme ALGERIAN FOOD BANK. Cette initiative vise à soutenir les familles Algériennes dans le besoin en leur fournissant des boîtes de denrées alimentaires, en réponse aux besoins pressants pendant le mois sacré du Ramadan, une période de partage et de solidarité. Le lancement de cette action a eu lieu au stade REVOIL de Ruisseau, Alger, en présence des représentants de LG Algérie, des bénévoles engagés, ainsi que des médias, qui ont activement contribué à la réussite de cette action. Cette collaboration témoigne de l'engagement continu de LG Electronics Algérie envers les populations vulnérables. LG ELECTRONICS ALGERIE a renouvelé son soutien à l'Association SIDRA pour venir en aide aux familles nécessiteuses. Cette année, cette initiative est renforcée avec la distribution de 120 boîtes. Au fil des ans, LG Electronics a soutenu diverses causes caritatives, notamment en fournissant des cartables scolaires aux enfants issus de familles défavorisées. À travers ces actions, LG Electronics confirme son rôle actif dans la société et sa dévotion en faveur du bien-être communautaire à travers des initiatives caritatives solidaires et de partage.

APN

La Commission des transports auditionne le directeur général de l'ADA

La Commission des transports, des transmissions et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), a tenu, mardi une réunion présidée par M. Kamel Aouissat, président de la commission, consacrée à l'audition du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), Mohamed El Khaldi, qui a présenté un exposé sur la situation des autoroutes, indique un communiqué de l'APN. Lors de cette rencontre, M. Aouissat a affirmé que l'objectif de cette réunion était de "s'enquérir de la situation des autoroutes et des projets qui lui sont liés", saluant, à cette occasion, la coopération et les efforts conjugués au service des citoyens en vue de l'édification de l'Algérie nouvelle, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a donné des instructions pour réaliser

un réseau routier conforme aux normes internationales, selon la même source. De son côté, M. Khaldi a rappelé les missions de son organisme avant d'évoquer les projets de l'ADA dans le cadre du Plan directeur des routes et autoroutes pour la période (2005-2025), élaboré par le ministère des Travaux publics en 2005, en vue de contribuer au développement socio-économique du pays. Ce plan inclut la construction de l'autoroute Est-Ouest en tant que projet structurant et stratégique et de trois (03) rocade au sud de la ville d'Alger. Le plan prévoit également la réalisation de 27 autoroutes reliant les chefs-lieux des wilayas à leurs ports sur une distance totale de 3249 km. Il comporte aussi le dédoublement de la route nationale (RN) n 01 pour l'ériger en "autoroute Nord-Sud", outre l'entretien des autoroutes

assuré par 22 centres répartis le long de l'autoroute, selon la même source. De leur côté, les membres de la Commission qui ont salué la teneur de l'exposé, ont posé plusieurs questions concernant les mesures prises pour la réhabilitation des tronçons dégradés de l'autoroute conformément aux normes internationales et les délais de leur réception, l'état d'avancement de l'étude de projet de l'autoroute dans sa partie reliant "El Affroun à Oued Djer" ainsi que la date du lancement de sa réalisation, outre la valeur de l'enveloppe financière annuelle allouée à l'entretien de l'ensemble des autoroutes en Algérie et la respect des délais de livraison des projets en cours de réalisation. Les questions des membres de la commission ont porté essentiellement sur les clauses que contiendraient les cahiers de charges applicables

en cas d'annulation des marchés pour préserver les enveloppes financières des projets, ainsi que sur le retard accusé dans la réalisation des travaux de l'autoroute Djen-Djen-el Eulma et le tunnel de Constantine, préconisant d'éviter la réévaluation des projets et la reconsidération de l'avenir des centres de péage, selon la même source. La question du président de la commission s'est articulée autour des plans pratiques de suivi des projets en vue de leur réception dans les délais impartis, soulignant le rôle de l'Algérienne des autoroutes (ADA) dans la communication avec le citoyen afin de faciliter ses déplacements et de l'associer à la bonne gestion des routes, à travers la rapidité de diffusion des informations liées à l'état des routes via les médias et les réseaux sociaux, précise la même source.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À TAMDA ET BOUKERDANE (BATNA)

Près de cinq milliards pour un meilleur cadre de vie

Les agglomérations secondaires de Tamda et Boukerdane, dans la commune d'Ahmed Rachedi, émergent lentement du sous-développement. De nombreux projets sont en cours de réalisation sur leur sol et d'autres sont en passe d'y être lancés.

Au moins cinq opérations ont été attribuées aux deux localités pour une cagnotte de près de cinq milliards. Elles se rapportent essentiellement à l'Alimentation en Eau Potable (AEP) et à l'assainissement. Le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC), Sami Mirouh, a indiqué que son administration a dégagé d'importants crédits pour la rénovation des réseaux de transport et de distribution de ces deux mechtas et la réalisation d'un nouveau réservoir d'eau potable. Notre interlocuteur dira dans ce sens : « Pour la rénovation des réseaux et des structures d'AEP, nous avons dégagé une enveloppe financière de 1,5 milliard pour l'édification d'un réservoir de 500 mètres cubes à Boukerdane et une autre d'une valeur de 1,7 milliard pour la pose d'une nouvelle conduite de transport d'eau depuis la source de Tamda vers cette nouvelle structure de stockage ».

A propos de cette dernière opération, Mirouh précise que l'ancienne conduite était en amiante et qu'elle a été remplacée par une nouvelle en PHD (Polyéthylène Haute Densité, ndlr). En outre, les deux localités ont bénéficié de deux projets complémentaires. Ils consistent en la rénovation de leurs réseaux respectifs de distribution d'eau. Financés sur le budget de la commune, les deux opérations sont revenues à plus de 1,7 milliard, selon notre informateur. Faisant dans le menu, le chef de la commune dira : « On a dégagé 700 millions pour la rénovation du réseau de distribution de Boukerdane et un milliard pour celui de la mechta de Tamda ». S'agissant des projets d'assainissement des deux localités, ils sont en phase des procédures administratives. « L'étude de faisabilité des deux opérations est attribuée. On a alloué à 80 millions à cela. Le projet sera lancé prochainement, soit dès la fin des procédures administratives », a expliqué Mirouh. Signalons que de nombreux projets de développement local sont en cours de réalisation sur le territoire de cette commune de l'ouest de la wilaya.

EXPOSITION INTERNATIONALE D'EL-MOUGGAR (TINDOUF)

Un carrefour de renforcement des relations entre peuples voisins

Le ministre du commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni a souligné mardi à Tindouf, que "l'exposition internationale "El-Mougggar" constitue un rendez-vous de consolidation des relations commerciales et de rapprochement entre les populations voisines".

La manifestation internationale d'El-Mougggar de Tindouf constitue un carrefour de renforcement des relations commerciales, de rapprochement entre populations voisines et de brassage des civilisations à la faveur des échanges économiques, commerciaux et culturels", a affirmé M. Zitouni en ouverture de la 12ème édition de l'exposition internationale El-Mougggar, en présence des ministres, du commerce, de l'Industrie, de l'artisanat et du tourisme de la République Islamique de Mauritanie, et du commerce de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), respectivement MM. Lamrabat Ould Benahi et Ahmed Bachr Ammi Ammar. M. Zitouni a soutenu que "cette manifestation commerciale et économique internationale reconduite constituera un rendez-vous économique et culturel à même de revivifier les liens sociaux et historiques entre les peuples de la région", ajoutant que "les produits étalés par la centaine d'exposants pourraient satisfaire les besoins de la population locale et échanger les marchandises entre pays participants". "Cette exposition internationale coïncide avec le lancement, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des mégaprojets de dé-

veloppement, en l'occurrence l'exploitation du gisement de Gara-Djebilet, la réalisation de la ligne ferroviaire Tindouf/Oran, l'inauguration du poste frontalier terrestre algéro-mauritanien "Chahid Mustapha Benboulaïd", ainsi que le projet de la route reliant Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie), et l'inauguration de la zone franche de libre échange entre les deux pays", a-t-il souligné. "Ces opérations devraient faire de la région de Tindouf un pôle économique contribuant au raffermissement des relations de fraternité, de bon voisinage et d'intégration sociale et culturelle augurant d'un avenir radieux dans les échanges commerciaux", a ajouté le ministre. Et de soutenir : "Nous entendons de faire de Tindouf, au travers la manifestation d'El-Mougggar, un des grands pôles économiques nationaux eu égard à sa position limitrophe aux pays de la Mauritanie et la république arabe sahraouie démocratique, de carrefour d'échanges économiques et commerciaux et de dynamisation des activités fructueuses et rentables pour les populations de la région". Pour sa part, le ministre mauritanien du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, a souligné que "cette édition devrait ouvrir de larges perspectives aux peuples à même d'assurer des

échanges commerciaux et raffermir les liens sociaux qui", a-t-il dit "traduit le niveau de coopération tendant dernièrement à la hausse à la faveur d'échange de visites entre hautes instances des deux pays frères". De son côté, le ministre du commerce sahraoui, a affirmé que "la manifestation d'El-Mougggar constituera un essor prometteur des activités commerciales et socio-économiques fructueuses pour les populations de la région et des pays de l'Afrique de l'Ouest". La 12ème édition d'El-Mougggar enregistre la participation de près de 140 exposants, 100 opérateurs économiques, 40 artisans, 76 entreprises publiques algériennes, sept (7) groupes publiques et 20 entreprises privées, issus des pays participants, Algérie, Mauritanie et la République arabe Sahraouie démocratique. L'on relève l'exposition lors de cette manifestation (5-9 mars) des produits de l'industrie agro-alimentaire, mécanique, des produits pharmaceutiques, énergétiques et électro-

niques. Le programme de cette manifestation prévoit l'organisation d'un forum des hommes d'affaires algéro-mauritanien et la tenue de la 7ème session du conseil d'affaires algéro-mauritanien, ont indiqué les organisateurs.

RÉSORPTION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À CONSTANTINE

Relogement de 162 familles à Ali Mendjeli

Dans le cadre de l'élimination de l'habitat précaire dans la wilaya de Constantine, et sous la supervision du wali Abdelkhalak Sayouda, le programme de relogement des familles résidant dans des habitations précaires en tôle se poursuit. Pas moins de 162 familles occupant des habitations précaires à la cité Sissaoui dans la commune de Constantine ont été, dans des logements neufs, situés à la circonscription administrative Ali Mendjeli, a-t-on appris des services de la wilaya. Les services de la wilaya, en collaboration avec l'Office de Promotion et

de Gestion Immobilière (OPGI), ont supervisé l'opération de relogement de 162 familles qui occupaient des habitations précaires à la cité Sissaoui, dans la commune de Constantine vers des Logements Publics Locatifs (LPL), situés à l'Unité de Voisinage (UV18) d'Ali Mendjeli, a-t-on précisé. L'opération de relogement effectuée à la veille du mois de Ramadan, s'est déroulée dans de bonnes conditions, a indiqué la même source, précisant que les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, permettant ainsi de faciliter cette opération qui s'est déroulée dans une

ambiance empreinte de joie parmi les bénéficiaires. Notons à cet égard la participation de l'établissement public de propreté et de santé « Proprec », celui de réalisation et d'entretien des espaces verts « Edevco », celui de propreté « Propco », celui de l'Entretien de la Voirie et de l'Eclairage Public (EVEPCO), et de la Société Polyvalente des Travaux de Constantine (SOPT). De même que l'établissement communal d'entretien des cimetières, les équipes techniques des directions des Travaux publics et des Ressources en eau, les services de la

daïra, la commune, la Protection civile, les corps de sécurité, ainsi que des camions et véhicules pour transporter les familles vers leurs nouveaux logements. Après l'opération de relogement, il a été procédé à la démolition des habitations précaires pour récupérer le foncier en vue de l'exploiter pour la domiciliation de nouveaux projets, a-t-on souligné. L'opération s'inscrit dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, ciblant au total le relogement de 800 familles réparties à travers les communes de Constantine et d'El Khroub d'ici juin.

SIDI BEL ABBES

Appel à s'orienter vers l'assurance globale des récoltes agricoles

Les participants à une rencontre régionale consacrée à la filière céréalière, organisée mardi à Sidi Bel Abbes sous le slogan "la coopération agricole, un moyen efficace pour développer les grandes cultures et garantir la sécurité alimentaire", ont appelé à l'impératif de s'orienter vers l'assurance globale des récoltes des agriculteurs. A ce propos, ils ont estimé que cette démarche est la plus appropriée pour faire face aux multiples défis auxquels sont confrontés les professionnels de cette filière, notamment la sécheresse et les calamités agricoles induites par le dérèglement climatique. Dans ce contexte, le Secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière, Abdelghani Benali, a mis l'accent sur la nécessité de trouver les solutions appropriées à même de permettre d'accélérer l'application de la feuille de route mise en œu-

vre pour la relance de la filière et l'accompagnement des agriculteurs afin d'accroître la production et sa préservation. L'intervenant a préconisé, à cet effet, la mise en place d'un guichet unique comportant l'assurance globale contre les calamités agricoles, les dérèglements climatiques, ainsi que l'assurance sociale des agriculteurs. M. Benali a, par ailleurs, appelé à instaurer chez les professionnels de filière la culture de l'assurance et à les accompagner techniquement et financièrement, ainsi que de permettre à la Caisse d'assurance à octroyer aux agriculteurs des crédits par le biais d'un guichet unique comportant divers avantages. De son côté, la directrice des études des assurances sociales, relevant de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Benarbia Zakia, a précisé que la "Caisse assiste les agriculteurs à faire face aux problèmes induits par le

dérèglement climatiques, en œuvrant à trouver les solutions appropriées". Elle a indiqué, dans ce contexte, que la CNMA a élaboré une étude pour l'inclusion des assurances-calamités dans la liste des risques agricoles, de même qu'elle s'attelle à les accompagner sur le terrain et à les sensibiliser à l'importance de contracter une assurance afin de protéger leurs récoltes. De son côté, le wali de Sidi Bel Abbes, Samir Chibani, a mis en exergue les efforts déployés par les Hautes autorités du pays pour soutenir et consolider le secteur de l'Agriculture, afin de garantir la sécurité alimentaire du pays, dont les "fruits se sont concrétisés dans divers programmes de développement rural intégrés et les différents dispositifs d'aide aux agriculteurs à travers la Caisse régionale d'assurances agricole (CRMA) et la mise en œuvre de la politique du renouveau agricole".

LA TRANSFORMATION DIGITALE

Pilier du développement économique durable

Le monde connaît depuis quelques années une évolution technologique révolutionnaire qui, au-delà de l'impact qu'elle a sur notre quotidien, est devenue un facteur essentiel au développement des nations et un outil stratégique à leur sécurité. Cette révolution technologique portée par le processus de digitalisation est intervenue dans le fonctionnement des entreprises et la gouvernance du secteur économique avec des objectifs de croissance et d'efficacité de l'écosystème entrepreneurial.

SAADI Chahrazed (*)

Si nous considérons le développement économique comme une série de changements positifs visant l'amélioration d'un contexte actuel, il est certainement favorisé par la digitalisation ; d'abord celle des processus de gestion et de production au sein des entreprises mais également celle des services qu'offre l'administration et dont les effets sont déterminants quant à la performance des entreprises et leur pérennité. La transformation digitale quand elle est appliquée au secteur économique dans sa diversité, optimise la productivité grâce aux solutions numériques apportées aux processus de fabrication, on parlera dans ce cas d'une industrie automatisée qu'on appelle l'industrie 4.0' mais aussi des services qui interviennent en amont et en aval sur la chaîne de valeur des activités et qui ont permis l'émergence des compétences algériennes dans le digital réalisant une avancée dans la qualité des services proposés aux entreprises et aux consommateurs dans des secteurs tels la santé, le commerce, l'agriculture et l'industrie. L'économie algérienne qui s'oriente de plus en plus vers la diversification de ses recettes, l'internalisation de ses entreprises et institutions financières, l'accès aux marchés internationaux et la régulation

du marché local, a besoin aujourd'hui de mener des réformes au sein du système économique dans sa globalité et de capitaliser le potentiel 'compétences' de son capital humain par la dématérialisation des procédures administratives, l'automatisation des processus de fabrication, l'usage des solutions numériques dans la gestion, le traitement de la data son stockage et sa sécurité, la conception de systèmes d'information économiques pour instaurer une organisation favorable à la transparence et à l'efficacité. Si la digitalisation incarne aujourd'hui la fluidité dans l'accès à l'information et donnée permettant ainsi aux entreprises d'interagir efficacement et selon leurs objectifs de croissance avec leur environnement (clients, partenaires et institutions) il est impératif que celles-ci investissent dans le processus de transformation digitale d'abord de leur modèle de gouvernance, de production et ensuite dans la mise à niveau de leur ressource humaine, ceci requiert certainement un investissement financier qui ne doit en aucun cas être un frein si l'on considère les bienfaits de cette transition sur la performance et la compétitivité des entreprises qui se déclinent par la qualité des produits et services proposés, le gain de temps, la réduction des coûts, la communication en temps réel avec ses partenaires et le partage des contenus en temps réel facilitant le travail des

équipes. "Adopter la digitalisation comme règle de gestion en interne est devenu un enjeu de croissance." Nous ne pouvons prétendre à une transformation digitale efficace si l'administration partenaire institutionnel de l'entreprise, reste en marge de cette évolution technologique ou si elle accorde peu d'intérêt à l'importance du service numérisé qui régle et facilite, à la fois, les opérations et transactions économiques. Le débit internet, comme les services financiers mobiles, le paiement électroniques des charges fiscales et parafiscales sont des facteurs qui favorisent un climat serein incitatif au développement de l'entreprise sa pérennisation et à plus long terme à la formalisation de l'économie. "Notre pays affiche clairement la volonté des pouvoirs publics à mener cette transition rapidement et efficacement en témoigne l'engagement 25 de Monsieur le Président de la République qui place la transformation digitale au rang des réformes prioritaires." A cet effet, des actions de digitalisation ont été menées dans les secteurs de la fiscalité, des douanes, du registre de commerce, et du paiement bancaire en ligne pour certains services. On enregistre plus de 300 services en ligne à travers le portail bawabatic.dz qui connecte entre eux plusieurs secteurs économiques et le lancement de la plateforme dédiée au foncier économique. Bien que insuffisantes pour atteindre

les objectifs du développement économique, ces mesures demeurent importantes et certainement structurantes pour d'autres projets de digitalisation. La mise en place d'un Haut-commissariat à la numérisation (HCN) apportera la stratégie nécessaire à la réussite de cette transformation tenant compte des priorités tels l'intersectorialité, la transparence, l'amélioration des infrastructures et la formation aux métiers du digital ; des leviers à l'essor du développement économique et à la croissance des entreprises et qui seront certainement des problématiques à considérer dans le rapport qui sera présenté au Président de la république par le HCN. "Les grands projets de développement d'une nation puisent leur force de l'ambition commune à toutes les parties prenantes à incarner le progrès; la digitalisation en est une" car elle exprime la volonté et le désir de moderniser la gestion des institutions, de renforcer les entreprises et d'apporter un confort au quotidien des citoyens, cet état de fait préconise la mutualisation des efforts, l'implication du savoir-faire local et l'adhésion des citoyens à la valorisation du produit digital local.

(*)Présidente de la Commission «Compétences, Capital Humain et Transformation Numérique» (CCHTN)
Source : Cnese

Pourquoi est-il « inutile » de comparer la Zlecaf au marché unique de l'UE ?

Said Ibrahim, directeur général de CFC

Cette année, Casablanca Finance City consacre son rapport CFC Africa Insights à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Les experts évoquent, entre autres, les raisons pour lesquelles la plateforme commerciale africaine promise pour être la plus grande au monde sur le plan régional, ne peut être comparée au marché de l'Union Européenne. Explications. « Même une fois achevée, la Zlecaf créera un régime commercial souple et dirigé par l'État plutôt qu'un marché unique homogène comme l'UE », indiquent les auteurs de CFC Africa Insights, le rapport économique annuel de Casablanca Finance City (CFC) dévoilé il y a quelques jours dans la capitale économique du Maroc. Pour sa neuvième édition, le rapport se focalise effectivement sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) qui devrait, à termes, être le plus espace commercial régional au monde reliant 54 pays.

Des fondamentaux différents

Mais alors que le rapprochement avec le marché de l'Union européenne est quelques fois évoqué dans les débats, le rapport de CFC estime qu'il est « inutile » de comparer les deux espaces pour plusieurs raisons. La première, expliquent les experts, est qu'ayant des objectifs politiques stratégiques et économiques dès sa création, l'UE est dirigée par une Commission qui a la capacité de contrôler de manière significative la souveraineté des

gouvernements nationaux, contrairement à la Zlecaf qui établit un marché où chaque Etat reste souverain, s'adaptant au marché régional à son propre rythme. Deuxièmement, le marché de l'UE est, selon le rapport, caractérisé par une forte homogénéité et bien que les pays membres aient des niveaux de développement différents, l'écart entre les niveaux de revenus est resserré. Les experts de Casablanca Finance City donnent l'exemple du pays le plus riche de l'UE, le Luxembourg dont le PIB par habitant est 8,8 fois supérieur à celui de la Bulgarie, le pays le plus pauvre de l'espace. Au sein de la Zlecaf, les disparités sont énormes. Le pays le plus riche, les Seychelles, afficherait un PIB par habitant 55 fois plus important que ceux des pays les plus pauvres. La troisième raison invoquée quant à l'inutile comparaison de la Zlecaf et du marché de l'UE, estime le rapport, est que les institutions économiques et juridiques d'intégration en Europe forment une série de cercles concentriques centrés sur les plus grandes économies de la région, l'Allemagne et la France. Au sein de la Zlecaf en revanche, « aucun État - ni même aucune paire d'États - n'est en mesure de jouer ce rôle », affirment les experts. De ce fait, plutôt qu'un système ordonné avec un centre clair, l'intégration économique africaine est basée sur une variété d'institutions de différents niveaux d'intégration à travers le continent.

« On est un peu trop impatient vis-à-vis de la Zlecaf »

Adopté en 2018 et opérationnel depuis janvier 2021, la Zlecaf - priorité de l'Agenda

2063 de l'Union africaine (UA) - est désormais au cœur des attentions quand il s'agit de développement économique du continent. Sous l'impulsion du Secrétariat de la Zlecaf dont le patron, le Sud-africain Wamkele Mene, vient d'être reconduit pour quatre ans, avec l'appui des institutions telles qu'Afreximbank, plusieurs initiatives sont en cours, permettant aux Etats et aux acteurs économiques de plusieurs pays de commercer plus facilement. Tout cela devrait booster le PIB du continent à plus de 4% d'ici 2035. Si la lenteur du processus est souvent critiquée en raison de tous les préalables nécessaires afin que la Zlecaf tourne à plein régime avec les 53 Etats ayant signé l'accord, Abdou Diop, managing Partner de Mazars ne l'entend pas de cette oreille : « On est un peu trop impatient vis-à-vis de la Zlecaf. L'UE a mis du temps à se construire. Il y a encore une bonne dizaine d'années avant d'arriver aux objectifs de croissance de 4% visés par la Zlecaf. Et cela est raisonnable ! ». « Ce qu'il faut surtout noter, insiste Camelia Benani du cabinet d'avocats DLA Piper, c'est que la souveraineté des pays est au cœur de la mise en œuvre de la Zlecaf ». Yacine Fall de la Banque africaine de développement (BAD) également présente à Casablanca pour le lancement du CFC Africa Insights aime qu'on reconnaisse les récentes avancées. « Il y a une accélération du processus en ce qui concerne les barrières tarifaires », a-t-elle souligné, rappelant qu'une quarantaine de pays ont déjà émis leur offre provisoire de démantèlement des tarifs douaniers. D'ail-

leurs, le Maroc y a procédé fin janvier, se positionnant pour des échanges commerciaux plus importants avec les autres pays du continent. A ce sujet, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Ryad Mezzour, « un boulevard exceptionnel de développement » qui s'offre à l'Afrique. « Nous avons des avions, des logements, des médicaments... à produire. Nous avons l'opportunité de construire quelque chose d'unique dans l'histoire du monde », a-t-il déclaré, estimant que c'est en cela qu'une place financière comme CFC est intéressante, afin notamment de drainer les investissements nécessaires à ces avancées.

CFC se positionne pour l'excellence financière

Pour CFC, il est surtout question de valoriser la Zlecaf pour ce qu'elle représente : « l'opportunité de configurer l'économie africaine de manière à lui accorder une place de choix dans l'écosystème mondial », comme l'a souligné lors de son allocution, Said Ibrahim, directeur général de Casablanca Finance City. Reconnue comme la plus grande plateforme financière du continent avec 215 entreprises labélisées d'ici la fin du premier semestre 2024, CFC entend se positionner afin d'être une porte pour les investisseurs intéressés par la Zlecaf et prévoit le lancement prochain d'un institut africain de la finance, histoire de contribuer à l'émergence de centres d'excellence financière qui contribue à accélérer la machine du commerce intra-africain.

Source : La Tribune Afrique

LIBYE

Les exportations de pétrole ont rapporté 20,7 milliards \$ en 2023

Alors que les blocages de sites pétroliers se sont poursuivies durant l'année écoulée en Libye, les recettes des exportations de brut ont diminué comparativement à l'année précédente. La Libye a engrangé 99,1 milliards de dinars (20,69 milliards de dollars) grâce aux exportations de pétrole en 2023 contre 105,4 milliards de dinars en 2022, selon des données publiées par la Banque centrale. L'institution a également indiqué que les recettes publiques totales du pays se sont établies à 125,9 milliards de dinars durant l'année écoulée contre 134,4 milliards de dinars une année auparavant. Les dépenses globales ont quant à elles, atteints 125,7 milliards de dinars en 2023 contre 127,9 milliards de dinars en 2022. Dotée des réserves pétrolières prouvées les plus abondantes d'Afrique, la Libye peine à s'extirper de plus d'une décennie de chaos sécuritaire et de crises politiques, qui sapent le processus de transition censé tourner la page de quatre décennies de dictature. Les blocages de sites et terminaux pétroliers sont fréquents depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Ils sont liés soit à des protestations sociales, soit à des différends politiques. Alors que deux gouvernements rivaux se disputent le pouvoir, ces blocages ont entraîné un manque à gagner de centaines de milliards de dollars pour le pays qui espère porter sa production pétrolière à 2 millions de barils par jour d'ici 3 à 5 ans, soit un quasi-doublement par rapport au niveau actuel de 1,2 million de barils par jour.

ÉGYPTE

Karry Foods Industries se lance dans la transformation de tomates

L'Égypte est le 3ème producteur africain de tomates industrielles derrière l'Algérie et la Tunisie. Le potentiel de production du pays et les conditions favorables à la culture du légume suscitent l'intérêt des investisseurs privés qui souhaitent se lancer sur le segment de la transformation.

En Égypte, l'entreprise saoudienne Karry Foods Industries fait son entrée dans la transformation de tomate. Dans un communiqué publié sur son site le 4 mars, l'entreprise annonce qu'elle a investi 35 millions \$ dans une usine principalement dédiée à la fabrication de purée de tomate en cours d'installation dans la ville de Sadat City. Selon les responsables, l'usine devrait entrer dans sa phase de production d'ici mai prochain. La première phase du projet est déjà finalisée et l'usine dispose actuellement d'une ligne de fabrication équipée pour transformer 600 tonnes/jour de to-

mates. « Une deuxième phase de développement est prévue pour s'achever d'ici à la fin du quatrième trimestre de 2024 avec une deuxième ligne de fabrication d'une capacité de 1000 tonnes/jour pour la transformation des tomates. Cela portera la capacité totale de transformation des tomates à 1 600 tonnes par jour », peut-on lire dans le communiqué. D'ici à la fin de l'année 2024, Karry Foods Industries espère ainsi transformer 90 000 tonnes de tomates avec pour ambition de porter ce volume à plus de 400 000 tonnes par an une fois que tous ses investissements seront finalisés.

Pour son approvisionnement, l'entreprise compte principalement sur des exploitations agricoles qu'elle a acquises dans les villes d'Al-Minya et Esna (pour les cultures d'hiver), et El-Hamam, ainsi que Sadat City (pour les cultures d'été). Il convient de noter que la production de purée de tomate de l'usine sera principalement destinée à satisfaire la demande d'exportation en l'occurrence celle des pays de l'Union européenne (UE). En 2023, l'Égypte a produit environ 600 000 tonnes de tomate industrielle selon les données du Conseil mondial de la tomate d'industrie (WPTC).

TUNISIE

La BH BANK renouvelle sa participation à l'élan de solidarité sociale

La BH Bank confirme encore une fois son engagement à l'entraide sociale et son adhésion infaillible à la politique sociale de l'Etat. Dans ce cadre, elle a consacré une aide financière au profit des familles démunies à l'occasion du mois saint de Ramadan. Cette action a été concrétisée lors d'une cérémonie organisée le lundi 04/03/2024 au siège de la Banque pour la signature d'une convention de partenariat entre la BH Bank et

l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale et ce, sous l'égide du Ministère des Affaires Sociales. Cette cérémonie a été marquée par la présence de M Wajdi Koubaa, Directeur Général de la BH Bank et son Staff Managérial, Monsieur Brahim Ben Driss Président du Comité Général de la Promotion Sociale au Ministère des Affaires Sociales, Monsieur Amine Kchaou, Président de l'Union Nationale de Solidarité Sociale et Monsieur

Mounir Hajji Directeur Général de l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale. Lors de sa prise de parole, Monsieur Wajdi KOUBAA a précisé qu'à travers cette action la BH Bank répond à l'appel de Monsieur le Président de la République pour renforcer le rôle social des Banques et des Institutions Financières. Il a réaffirmé l'engagement citoyen de la BH Bank et sa détermination

à contribuer à la réussite de la politique sociale de l'Etat et à l'élan de solidarité nationale au profit des familles nécessiteuses en considérant qu'au-delà de ses ambitions économiques et financières, la BH Bank est en quête permanente d'une dimension humaine de ses actions. Elle est déterminée à jouer pleinement son rôle dans le cadre de la responsabilité sociétale et son engagement à contribuer à l'amélioration du bien-être collectif.

ARABIE SAOUDITE

La plus importante bourse arabe avec plus de 162 sociétés cotées va s'ouvrir aux investisseurs étrangers

La plus importante des places arabes, la bourse saoudienne va permettre l'accès direct aux investisseurs étrangers à partir du 15 juin prochain. Jusqu'à présent, les investisseurs étrangers devaient passer par des fonds d'investisse-

ments saoudiens ou basés dans les autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour acheter ou vendre sur le marché saoudien et seules les compagnies enregistrées en Arabie saoudite ou dans un des six autres pays du CCG étaient au-

torisées à le faire. Selon l'autorité de régulation, cette mesure, qui concerne les investisseurs institutionnels et non les particuliers, devrait permettre à la Bourse saoudienne d'attirer des milliards de dollars.

Il est à rappeler que près de 162 compagnies sont cotées sur la Bourse saoudienne, dont Saudi Telecom Co, National Commercial Bank (NCB) et le géant de la pétrochimie Sabic.

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Le Qatar et l'OIT signent un accord

Son Excellence Dr Ali bin Samikh Al Marri, ministre du Travail au nom de l'État du Qatar, et Son Excellence Mr Gilbert Hounbo, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) au nom de l'OIT, ont signé un accord pour le renouvellement du programme de travail conjoint pour une nouvelle période de quatre ans. L'objectif est d'améliorer l'environnement professionnel, d'accroître la compétitivité de la main-d'œuvre nationale et de lui fournir les compétences et la formation nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail. "L'État du Qatar a démontré sa détermination à développer et à améliorer l'envi-

ronnement de travail et à former une main-d'œuvre qualifiée et attachée à l'éthique professionnelle sur la base de sa Vision Nationale 2030", a déclaré le Dr Ali bin Samikh Al Marri à l'issue de la signature de l'accord. Par ailleurs, Son Excellence a précisé que la troisième phase du programme conjoint de coopération se concentre sur l'augmentation des taux de participation des citoyens dans les entreprises du secteur privé, grâce à la mise en œuvre d'une série d'initiatives ayant pour but de qualifier et de former la main d'œuvre nationale et d'accroître sa compétitivité sur le marché du travail. Son Excellence le ministre a souligné

que les ressources humaines nationales constituent une composante essentielle des plans de développement. "L'État est convaincu de l'importance de la main-d'œuvre nationale dans la promotion et l'accompagnement de la renaissance, de son rôle central dans l'économie nationale, du renforcement des bases du secteur privé et de l'augmentation du poids du secteur non pétrolier dans le cycle économique du pays", a expliqué Son Excellence. Il s'est également félicité de l'accord intervenu pour proroger le programme de coopération dans une nouvelle troisième phase, afin de parachever les résultats tangibles obtenus dans le cadre du parte-

nariat fructueux établi au cours des dernières années. De son côté, Son Excellence Mr Gilbert Hounbo a déclaré : "Les réformes majeures adoptées ces dernières années dans le domaine du travail sont clairement identifiables et manifestes, et nous devons maintenant nous concentrer sur la mise en œuvre effective des lois et des politiques à cet égard. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'engagement pris par le gouvernement du Qatar de poursuivre la coopération sur ces questions et d'œuvrer en faveur d'une main-d'œuvre prête à affronter l'avenir du monde du travail."

POUR FOURNIR DE LA CONNECTIVITÉ
VIA SON SATELLITE HYLAS 4 AU SÉNÉGAL

Avanti obtient l’autorisation du gouvernement

En mai 2022, Avanti a signé un accord de partenariat avec l’opérateur télécoms Free pour construire une station passerelle de son satellite au Sénégal. L’infrastructure devrait desservir non seulement le Sénégal, mais également d’autres pays de l’Afrique de l’Ouest.

Le fournisseur de services télécoms par satellite Avanti Communications pourra bientôt fournir de la connectivité à haut débit au Sénégal, notamment grâce à son satellite HYLAS 4. La société a obtenu le jeudi 29 février une autorisation d’opérateur d’infrastructure auprès du gouvernement lui permettant d’exploiter la station passerelle qu’elle a construite pour son satellite à Diamniadio, à 30 km de Dakar. «La couverture satellitaire d’Avanti fournira des services voix et données fiables et à haut débit aux communautés rurales, écoles, hôpitaux, entreprises et administrations du Sénégal, tout en jouant un rôle crucial dans l’amélioration de la sé-

curité nationale », a déclaré la société dans un communiqué publié le lundi 4 mars. Des pays voisins peuvent également en profiter. C’est en mai 2022 qu’Avanti a confié à l’opérateur de téléphonie mobile sénégalais Free la construction et l’hébergement de la station passerelle de son satellite HYLAS 4. L’infrastructure était censée entrer en service dès décembre 2022, sous réserve d’approbation de l’accord par les autorités locales. Cette initiative devrait contribuer à répondre à la demande croissante en connectivité à haut débit et combler la fracture numérique au Sénégal. En effet, la technologie satellitaire offre une plus

grande portée permettant de toucher même les populations vivant dans des zones rurales, reculées et difficiles d’accès pour les réseaux terrestres. Selon les statistiques de l’Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP), le Sénégal comptait 22,2 millions d’abonnés à la téléphonie mobile au 30 septembre 2023 pour un taux de pénétration de 123,3 %. Le nombre d’utilisateurs d’Internet était de 19,2 millions, soit un taux de pénétration de 106,8 %. Cependant, les chiffres réels devraient être moins importants, étant donné que certaines personnes possèdent plusieurs cartes SIM.

NIGERIA

DangoteSugarRefinery enregistre une perte nette de 48,7 millions \$ en 2023

Au Nigeria, la liste des compagnies agroalimentaires affectées par la dévaluation du naira s’allonge après Nestlé, Nigerian Breweries et Champion Breweries. Au Nigeria, le fabricant de sucre DangoteSugarRefinery (DSR) a clôturé son exercice financier 2023 dans le rouge. L’entreprise cotée à la Bourse de Lagos (NGX) a en effet enregistré une perte nette de 73,7 milliards de nairas (48,7 millions \$), une première. Un

an plus tôt, elle déclarait un bénéfice net de 54,7 milliards de nairas (36,1 millions \$). À l’origine de cette contreperformance inédite, le groupe évoque des pertes de changes d’une valeur de 172,3 milliards de nairas (113,8 millions \$) occasionnées par la dévaluation du naira au cours de l’année. Cette situation a contribué à une forte hausse des coûts de financement qui sont passés à plus de 201 milliards de nairas (132,8 millions \$) contre moins

de 10 milliards de nairas (6,6 millions \$) un an plus tôt. En plus des coûts de financement, la hausse des coûts de ventes, des charges administratives et des impôts de respectivement 14 %, 3 % et 29 % a porté la facture des dépenses de l’entreprise à plus de 604 milliards de nairas (399 millions \$), soit à un niveau largement au-dessus des revenus tirés de ses ventes. Le chiffre d’affaires du groupe a augmenté de 9,4 % d’une an-

née sur l’autre pour s’établir à 441 milliards de nairas (291,5 millions \$). Il convient de noter que ses revenus proviennent principalement des ventes de sucre raffiné conditionné en sacs de 50 kg (96,5 % du total). Pour rappel, DangoteSugarRefinery est le principal producteur de sucre blanc au Nigeria où il dispose d’une capacité installée de raffinage de 1,44 million de tonnes de sucre brut par an.

VENTES DE SMARTPHONES EN AFRIQUE

Ils ont augmenté de 6 % pour atteindre 68,7 millions d’unités en 2023

La demande en smartphone continue de s’accélérer en Afrique dans un contexte de transformation numérique accélérée. Selon Canalys, 64,8 millions de smartphones ont été vendus en Afrique en 2022. Les expéditions de smartphones en Afrique ont atteint 68,7 millions d’unités en 2023, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2022. C’est ce qu’indique le rapport « Canalsestimates (sell-in), Smartphone analysis » publié en février dernier par le cabinet d’étude de marché Canalys. Canalys attribue principalement cette croissance au renforcement de la confiance des consommateurs au cours du deuxième semestre 2023 où 37,1 millions de smartphones ont été vendus sur le continent. On peut également mentionner la demande croissante de services numériques, le développement des réseaux sociaux, la prolifération des op-

tions « Acheter maintenant, payer plus tard » et la disponibilité de nombreuses offres de moins de 200 \$. «Le passage des feature phones aux smartphones abordables sur les marchés africains reflète une forte poussée des consommateurs en faveur de la modernisation et de l’amélioration de la connectivité, ce qui se traduit par une augmentation des activités des vendeurs dans le segment d’entrée de gamme», a déclaré Manish Pravinkumar, consultant principal de Canalys à Dubaï. En 2023, la société chinoise Transsion a vendu 34,5 millions de smartphones en Afrique portant sa part de marché à 50 %. La société sud-coréenne Samsung vient en deuxième position avec 17,7 millions de smartphones expédiés sur le continent pour une part de marché de 26 %. Le podium est complété par la société chinoise Xiaomi avec ses 6,1 millions d’unités vendues et une part de marché

de 9 %. M. Pravinkumar estime que la demande de smartphones dans les pays africains continuera d’augmenter dans un contexte de changements de paradigme technologique. « Avec des revenus disponibles limités dans plusieurs pays. Les fournisseurs, les gouvernements et les opérateurs télécoms s’attaqueront de manière agressive à l’abordabilité des smartphones et aux coûts élevés d’Internet grâce à des solutions innovantes », a-t-il ajouté. Par ailleurs, l’Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie (GSMA) indique dans son rapport « The Mobile Economy 2023 » publié en octobre 2023 que l’Afrique subsaharienne comptera environ 1,2 milliard de connexions sur smartphones en 2030. Cela représentera 88 % du nombre total de connexions mobiles dans la région, contre 51 % en 2022.

POUR DYNAMISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Nouveau chapitre de partenariat maritime entre le Togo et le Niger

Au dernier trimestre de 2023, le Niger occupait la neuvième position pour les importations en provenance du Togo, tandis que le Burkina Faso et le Mali se classaient respectivement deuxième et troisième plus grands clients du Togo en matière d’exportations. Au Togo, les autorités et les acteurs du secteur portuaire veulent écrire « un nouveau chapitre de coopération maritime » avec le Niger, qui devrait être marqué par une coopération plus forte en matière de flux de marchandises.

Cette position, qui intervient dans le sillage des actuels repositionnements qui se déroulent dans la sous-région, avec notamment l’Alliance des États du Sahel (AES), comprenant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, a été suggérée par Edem-Kokou Tengue, ministre de l’Economie maritime, en marge de la récente visite de haut niveau effectuée par une délégation nigérienne au Togo, notamment au Port de Lomé. « Que doit-on retenir de la récente visite de la délégation de haut niveau du Niger au Port Autonome (PAL) ? Ensemble, nous ambitionnons d’inaugurer un nouveau chapitre de coopération maritime en facilitant les échanges commerciaux entre le Togo et le Niger », a ainsi indiqué sur ses canaux digitaux, M. Tengue.

Déjà en amont, le responsable annonçait avoir pour objectif de faire en sorte « que les échanges commerciaux entre ces deux pays soient à l’échelle de l’économie, le plus fluide possible et permettent un approvisionnement du marché nigérien ainsi que les exportations ou l’écoulement des produits fabriqués au Niger pour permettre justement à l’économie de nos deux pays de bien fonctionner ».

Pour le Togo, ce positionnement vis-à-vis des pays du Sahel, notamment vers le Niger, prend tout son sens au vu du volume des échanges opérés depuis son port. Si, par exemple, au dernier trimestre de 2023, les pays sahéliens que sont le Burkina Faso et le Mali étaient respectivement deuxième et troisième clients du Togo, en matière d’exportation, le Niger n’était pas en reste, occupant la neuvième place en ce qui concerne les importations depuis le Togo.

POINT MARCHÉS

Séance indécise en vue en Europe avec plusieurs indicateurs

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note hésitante mercredi avant la publication de plusieurs indicateurs macroéconomiques, dont les ventes au détail en zone euro et des statistiques sur le marché américain du travail.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait grappiller 0,06% à l'ouverture, le Dax à Francfort 0,08% et le FTSE 100 à Londres 0,09%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,02%. La tendance devrait être globalement prudente alors que le marché prendra connaissance à 10h00 GMT des données sur les ventes au détail en zone euro pour le mois de janvier. Cette statistique est susceptible de fournir des indications sur l'évolution de la conjoncture dans le bloc monétaire alors que les chiffres définitifs mensuels des PMI ont montré mardi que l'activité du secteur privé en zone euro était sur le point de renouer avec la croissance. Aux Etats-Unis, en attendant la publication vendredi du rapport mensuel officiel sur l'emploi, les investisseurs analyseront les chiffres de l'enquête ADP et le rapport Jolts sur les offres d'emplois. Ils surveilleront aussi la publication du Livre beige de la Réserve fédérale américaine, qui sert de base de travail à son comité de politique monétaire (FOMC) alors que son président, Jerome Powell, doit s'exprimer dans la journée devant le

Congrès. **A Wall Street** La Bourse de New York a fini en nette baisse mardi, sous l'effet du repli des valeurs technologiques, Apple notamment. L'indice Dow Jones a cédé 1,04%, ou 404,64 points, à 38.585,19 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 52,3 points, soit 1,02%, à 5.078,65 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 267,92 points (1,65%) à 15.939,59 points. Des données publiées dans la journée dressent un tableau contrasté de l'économie américaine: si la croissance de l'activité du secteur des services a ralenti en février, sur fond de recul du chômage, l'indice des nouvelles commandes a atteint un plus haut de six mois, suggérant une solidité sous-jacente du secteur. Certains analystes voient dans le repli du jour du secteur technologique , de 1,2%, une prise de bénéfices consécutive aux gains enregistrés dernièrement par le secteur et son bond de 56% l'an dernier. Apple a perdu 2,8%, un cabinet d'études indiquant que les ventes d'iPhone en Chine ont baissé de 24% sur un an sur les six premières semaines de l'année.

Tesla a reculé de 3,9% à la suite d'un incendie dans sa "gigafactory" européenne près de Berlin où la production a été suspendue. **En Asie** A la Bourse de Tokyo, le Nikkei a fini en repli de 0,02% à 40.090,78 points, deuxième séance consécutive dans le rouge sur fond de prises de bénéfice après le pic historique de l'indice au-dessus des 40.000 points lundi. Le Topix , plus large, a cédé 0,39% à 2.730,67 points. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) , en repli une bonne partie de la séance, s'est retourné pour gagner 0,46%. En Chine, le SSE Composite de Shanghai reflue de 0,1% et le CSI 300 abandonne 0,24%, l'absence de mesures de relance majeures de la part de Pékin continuant de peser sur le moral des investisseurs. **LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE: CHANGES/TAUX** Le dollar recule légèrement (-0,02%) face à un panier de devises de référence.

L'euro se négocie inchangé à 1,0855 dollar et la livre sterling à 1,2701 dollar (-0,02%). Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est pratiquement stable, à 4,1564%, après avoir reculé la veille à un plus bas d'un mois, à 4,112%. **Pétrole** Le marché pétrolier rebondit légèrement avec des signes de resserrement de l'offre, l'Arabie saoudite ayant notamment relevé ses tarifs de brut vers l'Asie. Le Brent avance de 0,29% à 82,28 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,29% à 78,38 dollars. **Principaux indicateurs économiques** - importations +1,5% -4,6% - exportations +1,8% -6,7% EZ 10h00 Ventes au détail janvier +0,1% -1,1% - sur un an -1,3% -0,8% USA 13h15 Em-ploi privé (enquête ADP) février 150.000 107.000 USA 15h00 Offres d'emploi (enquête janvier 8,900 mlns 9,026 mlns).

La Bourse de Paris vers une ouverture stable

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans réelle tendance mercredi, patientant avant l'audition du président de la Réserve fédérale américaine devant le Congrès américain. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 était quasi stable (+0,05%) une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Mardi, il avait terminé en baisse de 0,3%. Mercredi, les investisseurs vont se tourner vers la Chambre des représentants aux États-Unis, où le président de la puissante banque centrale américaine, Jerome Powell, sera auditionné à partir de 16H. Il passera ensuite jeudi devant le Sénat américain. «L'audition de Jerome Powell devant le Congrès est le point d'orgue de cette semaine», commente Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet, tout en prévenant qu'il «ne faut pas s'attendre à ce qu'il dévoile beaucoup d'informations concernant le processus de baisse des taux». «Il devrait simplement confirmer que la banque centrale va, à un certain stade, baisser les taux mais que c'est encore trop tôt pour le faire», compte tenu de la «posture bien meilleure que prévu» de l'économie améri-

caine, selon lui. Christopher Dembik détaille : «La croissance du PIB devrait être proche de 2% ce trimestre. Le marché de l'emploi est solide. Les embauches cette année devraient être surtout le fait du secteur public. L'inflation est toujours un peu élevée, mais elle diminue». Des données sur le marché de l'emploi américain seront d'ailleurs publiées tout au long de la semaine, avec l'enquête ADP/Stanford Lab mercredi sur les créations d'emplois dans le secteur privé en février, puis les demandes hebdomadaires d'allocation-chômage, traditionnellement le jeudi, et enfin le rapport mensuel du département du Travail américain attendu vendredi. De l'autre côté de l'Atlantique, la Banque centrale européenne (BCE) se réunira jeudi pour statuer sur sa politique monétaire. Scor : le réassureur a publié un bénéfice net record pour l'an dernier, à 812 millions d'euros, porté par des hausses des tarifs et une charge des sinistres climatiques moins importante. Kering : le groupe de luxe a indiqué mardi l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant total de 1,75 milliard d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Mars 2024
Valeur : 08 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2867	134.3017
1	EUR	EURO		145.8219	145.8651
1	GBP	POUND STERLING		170.6962	170.7370
100	JPY	JAPANESE YEN		89.8660	89.8820
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6540	18.6566
1	CHF	SWISS FRANC		151.8908	151.9250
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.8492	98.8967
1	DKK	DANISH KRONE		19.5722	19.5772
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9483	12.9520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7175	12.7222
1	AED	UAE DIRHAM		36.5605	36.5666
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8041	35.8100
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.4209	436.6115
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8938	43.3249
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3637	13.3652
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7509	27.8929
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5357	3.5361
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3394	178.3394

CAC 40 : En situation d'attente

En attendant les rendez-vous de politique monétaire et le rapport mensuel sur l'emploi américain vendredi, la bourse de Paris et les autres places financières ont cédé du terrain hier, dans le sillage de la Tech américaine et des craintes au sujet de la croissance chinoise. Le CAC40 a pour sa part terminé en repli de 0.3% à 7932 points.

Thalès a bondi de 9.07% après ses résultats, Engie a gagné 2.15%, Carrefour 1.81% et Téléperformance 1.62%. A l'opposé, Alstom a perdu 3.56%, Dassault Systèmes 3.21%, Schneider Electric 2.1%, Cap Gemini 1.95%. Côté macro, l'indice Final PMI services était légèrement au-dessus des attentes en zone euro à 50.2 et l'indice PPI recule de 0.9%,

comme le mois dernier. Outre-Atlantique, l'ISM services a déçu (52.6 contre 53.4 précédemment), tout comme les commandes industrielles qui chutent de 3.6% (-0.3% le mois dernier). Wall Street a ainsi vacillé, le Dow Jones a perdu 1.04% à 38585 points, le S&P500 a cédé 1.02% à 5078 points et le Nasdaq100 1.8%, avec notamment Amazon (-

1.95%), Apple (-2.81%), Microsoft (-2.92%) et Tesla (-3.89%). Aujourd'hui, les ventes au détail pour la zone euro seront publiées à 11h, l'enquête ADP aux Etats-Unis à 14h15 (consensus 149K), l'enquête JOLTS et les stocks des grossistes à 16h, avant le Livre Beige de la Fed à 20h. Jerome Powell présentera également son témoignage au Congrès

devant la Chambre des représentants à 16h et devant le Sénat demain. Dans cette attente, le CAC40 est proche de l'équilibre en préouverture. Techniquement, la configuration reste inchangée. On attendra la sortie des 7900/7977 points pour plus de visibilité.

APRÈS UNE FORTE BAISSÉ EN 2023

Les prix des matières premières attendus en nouveau recul en 2024

Selon le rapport CyclOpe, l'indice des prix des principales matières premières a chuté de 14 points en 2023. Un recul qui devrait se poursuivre cette année.

Charbon, nickel, maïs: les cours mondiaux des matières premières industrielles et agricoles devraient continuer de baisser en 2024, à l'exception notamment de l'uranium, du cuivre, de l'aluminium, du cacao, du blé et du tourteau de soja, selon l'indice CyclOpe des marchés internationaux publié ce mardi. En 2023, l'indice, qui regroupe les variations des prix des principales matières premières cotées dans le monde, a accusé un recul de 14 points de pourcentage par rapport à celui de 2022 (en dollars). "Beaucoup des fortes augmentations de 2022, comme le gaz naturel, le lithium ou les cours du fret maritime, avaient fait l'objet d'une bulle, et le destin d'une bulle est d'éclater", a commenté auprès de l'AFP Philippe Chalmin, professeur d'économie à Paris-Dauphine et auteur du rapport de prévision. Pour 2024, "il y a tant d'incertitudes géopolitiques, climatiques et sanitaires que l'exercice de prévision demeure bien difficile sur des marchés qui réagissent à toutes les ten-

sions de la planète dont ils sont au fond les meilleurs révélateurs", ajoute-t-il dans son rapport.

Une demande en lithium et cobalt "moins forte qu'anticipé"

Pour les minerais et métaux, deux tendances s'opposent avec les minerais de la transition énergétique jugés stratégiques pour les batteries -nickel, lithium ou cobalt- qui devraient rester baissiers, alors que le cuivre pourrait continuer sa progression et "retrouver le seuil des 10.000 dollars la tonne dans le courant même de l'année". "La montée en puissance de la demande de métaux 'stratégiques' se fait encore attendre", à l'exception du cuivre "appelé à devenir la plus stratégique de toutes les matières premières dans les années à venir", note CyclOpe. "En 2023, la demande en lithium et en cobalt a été moins forte qu'anticipé, et la production indonésienne de nickel s'est développée plus rapidement", explique le rapport. Les cours du lithium ont perdu

54% en moyenne en 2023 et ceux du cobalt 46%.

L'uranium soutenu par la relance du nucléaire

Progression attendue en 2024, celle de l'uranium, soutenu par la reprise du nucléaire et les inquiétudes géopolitiques qui "montent", du Niger au Kazakhstan: début 2024, "l'uranium a passé au comptant la barre des 100 dollars la livre (U305) alors qu'il valait 20 dollars fin 2016". Quant au charbon, dont le prix a beaucoup baissé en 2023, "il devrait continuer à diminuer avec la réduction des achats européens et peut-être aussi chinois". Côté produits agricoles, "2024 sera l'année d'El Nino", phénomène climatique qui se caractérise par des températures anormalement élevées le long du Pacifique sud notamment. L'inconnue principale concerne le Brésil et ses récoltes (soja, maïs, sucre, café, jus d'orange).

ALLEMAGNE

Les exportations démarrent l'année 2024 en trombe

Les exportations allemandes ont nettement relevé la tête en janvier sur un mois, de 6,3%, bien plus qu'attendu sur fond de réveil de la demande européenne, selon des chiffres officiels publiés mercredi. Au total, l'Allemagne a exporté en janvier pour 135,6 milliards d'euros en

données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit 8 milliards de mieux qu'en décembre, a annoncé l'Office des statistiques Destatis. Cette donnée déjoue le pronostic d'un panel d'analystes sondé par Factset reposant sur une hausse limitée de 1,5% de l'agrégat, sur un mois.

Les exportations allemandes sont en revanche stables sur un an (+0,3%). Les importations ont également augmenté, mais seulement de 3,6% sur un mois, de sorte que la balance commerciale est en amélioration, à 27,5 milliards d'euros, soit plus de 4 milliards de mieux qu'en décembre.

Cette performance des exportations doit au fort redressement des flux de marchandises vers les pays de l'UE, de 8,9%, et de 10,2% vers la zone euro, dénotant avec la faiblesse générale affichée ces derniers mois par la demande en provenance du Vieux-Continent.

TOURISME MONDIAL

Le secteur devrait battre son record cette année

La reprise a été portée en 2023 par une forte dynamique au Moyen-Orient, où les arrivées touristiques ont dépassé de 22% le chiffre de 2019, mais aussi sur le continent américain et en Europe, première destination touristique mondiale. Après trois ans de convalescence post-Covid, le tourisme mondial a retrouvé des couleurs l'an dernier, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), qui prévoit un niveau d'activité record en 2024 malgré les tensions internationales, notamment au Proche-Orient. D'après l'agence onusienne basée à Madrid, près d'1,3 milliard d'arrivées de touristes internationaux ont été enregistrées en 2023 dans le monde, contre 900 millions environ en 2022 et 450 millions en 2021. Ce chiffre équivaut à 88% du niveau de 2019, dernière année avant la pandémie de Covid-19, précise l'OMT dans un communiqué. Cette année là, 1,46 milliard de touristes internationaux avaient voyagé dans le monde, soit un record d'après l'agence. La reprise a été portée en 2023 par une forte dynamique au Moyen-Orient, où les

arrivées touristiques ont dépassé de 22% le chiffre de 2019, mais aussi sur le continent américain et en Europe, première destination touristique mondiale où l'activité a atteint 94% de son niveau pré-pandémique. La reprise a en revanche été plus faible que prévu en Asie (65% du niveau de 2019), en dépit de la levée des restrictions sanitaires décidée voilà un an en Chine, dont la fin des quarantaines obligatoires pour les voyageurs en provenance de l'étranger, après trois ans de politique "zéro-Covid".

Des recettes à hauteur de 1.400 milliards de dollars en 2023

Malgré ce bémol, "les dernières données de l'OMT mettent en lumière la résilience et le rebond rapide du tourisme", avec des conséquences d'ores et déjà visibles sur "la croissance" et les "emplois", souligne le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili, cité dans le communiqué. D'après une estimation préliminaire fournie par l'agence madrilène, les recettes générées par le tourisme interna-

tional ont atteint 1.400 milliards de dollars l'an dernier. La contribution économique du tourisme, en incluant le trafic aérien, s'est élevée à 3% du PIB mondial. Cette reprise attendue de longue date par les acteurs touristiques devrait se poursuivre au cours des prochains mois. D'après une première estimation de l'OMT, les arrivées touristiques devraient ainsi dépasser de 2% le niveau de 2019 cette année, soit un nouveau record. Selon l'agence onusienne, l'activité devrait notamment profiter de la hausse du tourisme en Chine grâce à l'assouplissement du régime des visas pour de nombreux pays, dont la France, l'Allemagne et l'Italie, et des déplacements des Chinois dans d'autres zones du monde. La Chine était avant la pandémie le premier pourvoyeur de touristes au monde, avec 154 millions de Chinois ayant visité d'autres pays, selon l'OMT. Les Chinois étaient par ailleurs ceux qui dépensaient le plus, avec 255 milliards de dollars déboursés en 2019, soit 17% des dépenses touristiques mondiales.

SOUS L'EFFET DES MESURES D'AUSTÉRITÉ DE JAVIER MILEI

L'Argentine est vouée à la récession en 2024

Alors qu'il anticipait pour 2024 une croissance de 2,8% en Argentine, le Fonds monétaire international (FMI) projette désormais une récession de la troisième économie d'Amérique latine, sous l'effet des mesures d'austérité du gouvernement ultra-libéral Milei, par ailleurs à la peine au Parlement sur ses réformes. L'Argentine devrait être en 2024 le seul pays du G20 en récession, à -2,8%, soit une révision de 5,6 points de pourcentage par rapport à son estimation d'octobre, avant une reprise attendue à 5% en 2025, selon le rapport actualisé mardi du FMI sur l'économie mondiale.

En cause, selon le FMI: "l'important ajustement politique en cours pour restaurer la stabilité macroéconomique" du pays, confronté à une crise économique sans précédent, et notamment une inflation record de 211% en 2023. Cette inflation, selon le Fonds, s'explique notamment par "le réaligement des prix et l'élimination du contrôle légal des prix" existant jusqu'ici pour contenir leur hausse, mais aussi par "la dépréciation de la monnaie". Le peso a subi en décembre, aux premiers jours du gouvernement du président Javier Milei, une brutale dévaluation de plus de 50%.

Des "mois difficiles"

L'ensemble de ces mesures devraient "augmenter l'inflation à court terme", pesant même sur la moyenne de l'inflation pour l'ensemble des pays émergents et en développement, selon le FMI. Milei avait prévenu, dès le début de sa présidence, de "mois difficiles" en 2024 et d'une "stagflation" (stagnation de l'activité économique accompagnée d'une forte inflation) lors d'une phase de thérapie de choc car, expliquait-il, "quand vous effectuez une remise en ordre budgétaire, cela va avoir un impact négatif sur l'activité économique". De fait, l'Argentine, après deux années de croissance successives, était déjà l'an dernier sur une pente de récession, l'Institut national de la Statistique, évaluant la contraction de l'activité à -1,3% pour les onze premiers mois de 2023. Le pouvoir d'achat des Argentins, l'activité économique, ont presque immédiatement subi l'impact de la dévaluation, de la libération des prix, répercutées sous la forme d'une inflation record en décembre (25,5%). Le président sait que le temps est compté, à la mesure de la tolérance de la population (avec 40% de pauvreté) à l'austérité, avant les premiers résultats de stabilisation de l'économie et d'une inflation maîtrisée. "Ce processus peut prendre environ deux ans, et il est vrai qu'il y a un voyant d'alarme qui dit qu'il est difficile de supporter plus d'un an", a déclaré Milei au Wall Street Journal. "Mais il n'y a pas de plan B", a-t-il insisté, tandis que son ministre de l'Économie, Luis Caputo martèle l'objectif herculéen d'un déficit budgétaire "0%" en 2024 (contre 2,9% en 2023 selon le ministère).

NOUVELLE DODGE
CHARGER DAYTONA

2,7 tonnes de muscle électrique



Et voilà donc la première muscle car électrique de l'histoire. Elle pèse le poids d'un SUV XXL mais promet de faire du bruit. Et elle inaugure une nouvelle plateforme qui servira à de futurs modèles d'Alfa Romeo et Maserati. Elle était annoncée depuis longtemps et s'expose enfin sous vos yeux. La nouvelle Dodge Charger repart à l'attaque de la Ford Mustang avec une stratégie radicalement différente : alors que cette dernière se concentre exclusivement sur les motorisations thermiques, la Dodge donne la priorité à l'électrique. Elle inaugure la plateforme STLA Large du groupe Stellantis, qui sera utilisée pour les gros modèles de chez Jeep, Chrysler, Alfa Romeo et Maserati. Conçue d'abord pour les véhicules électriques, elle permet d'équiper aussi la voiture de motorisations thermiques (c'est le cas sur la Charger qui recevra l'année prochaine un six cylindres en ligne bi-turbo 3,0 litres « Six Pack » disponible en deux niveaux de puissance, 420 et 550 chevaux). Côté style, cette nouvelle Charger s'inspire du modèle de 1968 connu des amateurs de Bullitt et de Sheriff fais-moi peur. Elle est d'ailleurs aussi grosse puisqu'elle dépasse largement les cinq mètres de long, avec une silhouette beaucoup moins fine que son aînée. L'intérieur se veut en revanche très moderne avec un combiné d'instrumentation numérique de 10,25 pouces (16 pouces en option) et une tablette tactile centrale de 12,3 pouces, même si l'ambiance générale n'a rien à voir avec celle d'une voiture électrique familiale. Notez qu'elle existe en coupé mais aussi en berline.

Jusqu'à 630 chevaux pour commencer

Sous le capot, la Charger R/T revendique 496 chevaux et la Daytona monte la puissance à 630 chevaux et même à 670 chevaux pendant 15 secondes via le mode Powershot. Équipée de deux moteurs placés sur chacun des essieux (transmission intégrale), la Daytona abat le 0 à 60 mph (96 km/h) en 3,3 secondes et le quart de mile en 11,5 secondes. Pas mal, mais les Porsche Taycan et autres Tesla Model S font nettement mieux dans leurs versions de pointe. Il faut dire qu'avec ses batteries de 100,5 kWh, la Charger pèse 2 648 kg en version Daytona ! Heureusement, elle dispose de suspensions sophistiquées (essieux multibras à l'avant et à l'arrière) et en option d'un pack Track ajoutant de gros freins Brembo de 406 mm à l'avant. Il y a aussi une gestion spécifique de la batterie pour la conduite sportive. Dodge prévoit aussi une version « Banshee » équipée d'un réseau électrique à 800 volts au lieu de 400 volts pour les Charger R/T et Daytona. Sa puissance maximale dépassera très probablement les 800 chevaux et elle jouera les hauts de gamme sportifs. Sur le plan de l'autonomie, Dodge annonce 510 km pour la Charger R/T et 418 km pour la Daytona d'après le cycle d'homologation américain (ce qui témoigne d'ailleurs d'une forte consommation compte tenu de la taille des batteries), avec une possibilité de récupérer 60% de charge (de 20 à 80%) en 27 minutes via des bornes en courant continu à 350 kW en pointe.

PEUGEOT 3008, JEEP AVENGER, FIAT 600... :

L'hybride et le thermique pour maintenir les ventes ?

S'ils étaient uniquement électriques, ces modèles n'atteindraient pas les volumes escomptés et réalisés habituellement par ces marques sur les segments concernés. Les variantes hybrides ou thermiques ont donc encore leur place.



Il suffit de se pencher sur le seul cas du Peugeot 3008 pour se rendre compte à quel point la transition des modèles "phares" vers l'électrique s'apparente à l'ascension de l'Everest pour les constructeurs. En effet, comment transformer les meilleures ventes de son catalogue à l'électrique, qui est très loin d'attirer pour l'instant une majorité d'Européens ? Tout juste si la part de marché atteint les 15 % dans les pays européens les plus riches. Mais l'UE, ce n'est pas que la France, les Pays-Bas ou la Norvège. C'est aussi d'autres pays qui comptent encore sur les véhicules thermiques ou hybrides, faute d'un pouvoir d'achat suffisant pour acquérir un modèle à 45 000 €. Pour éviter de voir apparaître un trou béant dans les volumes de ventes, les constructeurs n'ont donc pas le choix : associer le nouveau modèle électrique à une offre thermique ou électrifiée plus abordable. C'est ce qu'ont choisi de

faire Fiat, Peugeot ou encore Jeep qui font tous partie du groupe Stellantis.

Le 3008 seulement électrique, trop risqué

Reprenons l'exemple de Peugeot. La marque au lion est très dépendante de l'Europe et le 3008 représente un part importante des immatriculations. D'ailleurs, 65 % des ventes du 3008 étaient réalisées en Europe il y a peu. Les autres marchés du SUV compact sont le Japon, la Turquie, Israël ou encore l'Égypte. On est loin de pays adeptes du véhicule électrique, notamment au Japon où la part des "EV" est une des plus faibles au monde. Au meilleur de sa carrière, le 3008 s'écoulait à plus de 200 000 unités par an en Europe. On voit mal pour l'instant comme Peugeot pourrait vendre 200 000 e-3008 ! On comprend alors assez vite que le renouvellement du 3008 en électrique unique-

ment aurait été un risque énorme pour Peugeot. Si les marges peuvent être plus importantes sur ces modèles souvent mieux équipés, la baisse importante des volumes aurait été trop compliquée à compenser. Une stratégie "multiénergie" qui s'applique donc plus généralement au sein du groupe : Peugeot 3008, Fiat 600, Jeep Avenger, tous ces modèles ont avant tout été mis en avant sur le plan de la communication dans leur déclinaison électrique. Mais ils existent bel et bien en thermique ou hybride, et c'est d'ailleurs chose faite pour la Fiat 600 hybride qui démarre à 24 900 €. C'est 11 000 € de moins que la 600 électrique, hors bonus.

De l'Avenger au Porsche Macan ?

Contrairement à Stellantis, Renault a pris le pari de ne lancer son nouveau Scénic qu'en électrique. Mais en réalité, la situation est similaire à Peugeot, seuls les noms changent ! Le Scénic est en effet épaulé sur le segment C par l'inévitable Austral (thermique et hybride). On pourrait éventuellement rajouter l'Arkana et le prochain Symbioz. En clair, pas question en 2024 de n'être présent chez les SUV compacts qu'avec de l'électrique. Seul Tesla arrive à faire d'importants volumes avec son Model Y. Porsche devait à l'origine vendre son Macan électrique en parallèle du modèle actuel à moteur essence. Mais les nouvelles normes européennes sur la sécurité vont avoir raison du Macan premier du nom qui prendra sa retraite dans le courant de l'été. Nous aurons alors le premier exemple d'un best-seller qui se convertit totalement à l'électrique. 2024 et surtout 2025 seront pleines d'enseignements pour Porsche dont les ventes seront surveillées de près.

Premières images de la future familiale pas chère que Dacia prépare pour 2026 !

Le Duster, en juin 2024, le Bigster, courant 2025, Dacia poursuit son offensive étape par étape saisissant clairement toutes les opportunités du marché. Et si le point d'orgue arrivait en 2026 sous la forme du projet connu en interne sous le code C-Neo ?

La marque roumaine du groupe Renault n'a désormais plus rien de low-cost. Son nouveau positionnement « Outdoor » autrement dit tourné vers les loisirs sportifs pratiqués dans la nature est maintenant pleinement incarné par la troisième mouture du Duster. Ce dernier révélé à l'automne dernier vient de prendre son premier bain de foule au salon de Genève. Il arrivera en concessions en juin prochain. En fin d'année, l'offensive se poursuivra un cran au dessus à l'aide du Dacia Bigster, un modèle encore plus imposant qui prendra l'apparence d'un grand break baroudeur à 5 places dont le format sera proche de celui des Skoda Kodiaq et autre Peugeot 5008. Mais chez Dacia, les rôles resteront très clairement assignés, celui du transport familial avec une capacité d'accueil taillée pour 7 adultes ne sera en-



dossé que par le Dacia Jogger. Inutile de faire coup double ce serait confusant. Le Dacia Bigster rejoindra la gamme à l'horizon 2025.

Quand Dacia veut son Octavia

Pour autant, sur le segment C, celui des modèles compacts, Dacia ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Ainsi, aux côtés des Duster, Jogger et Bigster, la firme des Carpates a dans ses cartons un projet baptisé en interne C-Neo qui viendra en complément dès 2026. Ce projet dont le nom commercial n'est pas encore défini à

ce jour prendra en quelque sorte la relève de celle par qui tout a commencé en Europe de l'Ouest, la Dacia Logan dont la troisième mouture n'a jamais été commercialisée dans nos contrées. L'idée sous-jacente pour Dacia sera de capter la très nombreuse clientèle de la Skoda Octavia. La berline Tchèque qui a toujours su habilement jouer de son format à mi chemin entre le segment des compactes et celui des familiales.

Plus compacte que les Citroën C4X et Peugeot 408

Offrant au prix des premières ci-

tées l'habitabilité et la capacité d'emport des secondes sans jamais trouver sur son chemin de véritable rivale. Dacia s'inspirera de cette philosophie qu'il remettra bien sûr au goût du jour. Un profil dynamique de type fastback sera de la partie, car la berline traditionnelle tricorps ne fait plus recette. Cette silhouette sera agrémentée par les indispensables atours de baroudeurs gage d'un usage dit « outdoor ». Un modèle dans la veine des Peugeot 408 et autres Citroën C4 X mais dans un format un peu plus contenu.

Reposant sur la plateforme technique moderne tout juste étreinte par le Dacia Duster de troisième génération, ce projet C-Neo bénéficiera des toutes dernières aides à la conduite indispensables pour satisfaire la législation GSR2. Des équipements dont même la Dacia Spring restylée a dû, au pied levé, se doter. Sous le capot, les motorisations s'abreuvant au GPL et à l'essence seront de la partie avec au sommet de la gamme une offre hybride à l'image de ce qui existe sur les Jogger et Duster. Tout pour plaire !

ELON MUSK CONTRE OPENAI

La guerre est déclarée, et les deux règlent leurs comptes sur la place publique

L'entreprise derrière ChatGPT, OpenAI, a publiquement répondu aux allégations d'Elon Musk, qui a déposé plainte contre elle. La société a lâché quelques bombes (fusion avec Tesla, financement...) sur le célèbre milliardaire.

Il y a quelques jours, nous avons appris qu'Elon Musk a déposé plainte contre OpenAI, accusant l'entreprise de vouloir se transformer en une machine à profit portée par Microsoft. Le propriétaire de Tesla et SpaceX reproche à l'entreprise qu'il a cofondée de perfectionner une « intelligence artificielle générale » et d'avoir trahi sa promesse de départ, évoquant une « rupture de contrat » et des pratiques commerciales déloyales. Mardi 5 mars, OpenAI a livré sa réponse, et elle est pour le moins croustillante.

Des désaccords profonds sur le financement d'OpenAI

OpenAI a tout simplement décidé de partager quelques faits sur sa « relation avec Elon ». On apprend par exemple, courriers électroniques à l'appui, qu'Elon Musk a en réalité poussé la start-up à lever des fonds, à hauteur d'un milliard de dollars. Ce dernier avait dans un premier temps investi 45 millions de dollars. D'autres donateurs avaient apporté 90 millions de dollars. Sam Altman, cofondateur et président d'Open AI, et Greg Brockman, un autre cofondateur, voulaient lever 100 millions de dollars. Mais Elon Musk était décidé à aller plus loin, promettant de couvrir « tout ce que quelqu'un d'autre ne fournira pas ». Dans un e-mail remontant à fin 2015, il avait écrit devoir « choisir un chiffre bien supérieur à 100 millions de dollars pour éviter de paraître désespéré par rapport à ce que Google ou Facebook dépensent ». D'où la somme d'un milliard de dollars évoquée, qui de toute façon aurait été largement insuffisante, selon OpenAI.



Une fusion avortée avec Tesla

Encore plus étonnant, OpenAI révèle qu'Elon Musk voulait, en 2018, que l'entreprise fusionne avec Tesla et qu'elle intègre ses services. Vexé, l'entrepreneur a quitté OpenAI, en affirmant qu'il allait lui-même créer un concurrent à Google DeepMind (séparée entre Google Re-

search et Deepmind à l'époque) qui puisse tenir la route. À ses yeux, Tesla était l'unique chance de permettre à OpenAI de tenir tête à Google. Les dirigeants d'OpenAI, organisation à but non lucratif, voulaient bâtir une autre entité, à but lucratif, elle. Musk a fait pression pour en détenir la majorité du capital, avoir le contrôle du conseil d'administration et en être le

PDG. En somme, il voulait les pleins pouvoirs, ce qui lui fut refusé. « Il a alors refusé le financement », explique OpenAI, qui salue l'intervention de Reid Hoffman (cofondateur de LinkedIn), qui avait à l'époque payé les salaires et opérations courantes. OpenAI ne voulait pas d'une organisation à but lucratif gérée par Elon Musk. La société estimait que voir un homme seul détenir le contrôle absolu sur elle était contraire à sa mission. Fin février 2018, le patron de SpaceX et Neuralink avait définitivement quitté OpenAI. Depuis, il a dévoilé Grok, son intelligence artificielle anti-ChatGPT.

OpenAI, fière de sa mission et « triste » d'en arriver là avec Elon Musk

Elon Musk, qui reproche à OpenAI d'avoir cessé le développement d'une IA au profit de l'humanité, se heurte à une entreprise qui a l'intention de rejeter absolument toutes ses allégations. Mais l'éditeur de ChatGPT déplore la situation. « Nous sommes tristes d'en arriver là avec quelqu'un que nous admirons profondément, quelqu'un qui nous a inspiré à viser plus haut, puis nous a dit que nous allions échouer, a lancé un concurrent dans son coin, puis nous a poursuivi en justice lorsque nous avons commencé à faire des progrès significatifs vers notre mission de départ, sans lui », écrit la firme californienne. OpenAI a réitéré son intention de garantir que l'intelligence artificielle générale puisse profiter « à toute l'humanité », comme ultime clin d'oeil à la plainte d'Elon Musk.

Google Maps commence à montrer où se trouvent les entrées et les sorties des bâtiments

Constamment enrichi de nouvelles fonctionnalités, Google Maps entame désormais un test qui montre où se trouvent précisément les entrées et sorties des bâtiments à côté de chez vous. Rapidement devenu un produit star de la galaxie Google, Maps ne se repose pas pour autant sur ses lauriers. Alors que l'entreprise a déployé il y a peu une nouveauté censée vous aider à vous repérer lors de vos trajets quotidiens, une autre nouveauté vient de faire timidement son apparition sur l'application Android : le marquage des entrées et des sorties des bâtiments.

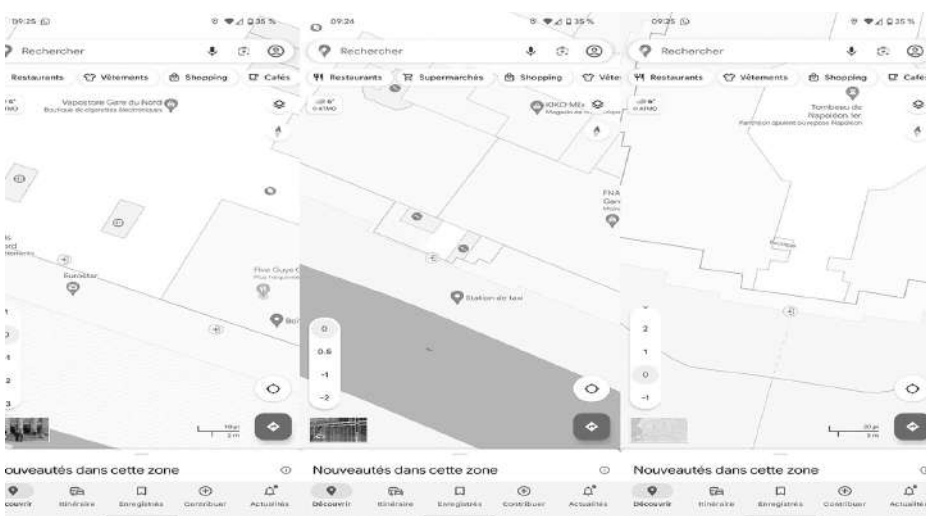
Un test à petite échelle

Repérés par Android Police, ces nouveaux marqueurs de cartes sont clairement en cours de déploiement. Ils ne sont présents que sur une poignée de bâtiments pour le moment et ne s'affichent que sur l'application Android (si elle est mise à jour en version 11.17.0101) et sur le site web. Aucun changement à noter

pour le moment du côté de l'application iOS. Lors de nos tests, nous n'avons vu ces nouveaux pictogrammes qu'autour de quelques musées et quelques gares parisiennes. La signalétique, qui se résume à une flèche entrant ou sortant d'un rectangle, ne s'affiche en plus qu'au niveau de zoom maximal sur la carte. Il faudra donc inspecter attentivement le pâté de maisons si vous voulez espérer trouver l'entrée d'un magasin sur Maps. Vu la quantité d'information déjà affichée sur le fond de carte Google Maps, ce n'est pas une mauvaise idée de conditionner l'affichage de ce détail à des conditions bien particulières, mais en l'état, à moins de la chercher vous avez peu de chance de tomber sur cette information naturellement.

Google améliore Maps par petites touches

Cette nouveauté s'inscrit en fait dans le prolongement d'une autre que Google a annoncé il y a quelques semaines : l'indication des différentes bouches de métro. Annoncée en novembre dernier, cette



nouveauté avait pour but de simplifier les trajets en transports en commun en vous aidant à trouver les entrées et les sorties les plus pratiques à emprunter lors de vos trajets, à la manière d'un Citymapper. Après avoir déployé cet outil pour les transports en commun (visible en cliquant

sur un nom de gare), Google semble vouloir tester le même genre d'outils pour tous les trajets afin d'aider ses utilisateurs ou utilisatrices à ne plus jamais se perdre. À noter que la fonctionnalité d'entrées / sorties de métro ne semble pas disponible non plus sur iOS pour le moment.

Mots fléchés

Capitale du Paraguay	↓	Glandes mammaires	↓	Carte	↓	Revenus réguliers	↓	Dramaturge français auteur de Médée	↓	Soupe	↓	Prompt	↓
Épaulée		Athlètes		Monsieur en Nord Afrique		Relatif au vent				Tremble-ment de terre		Ville sicilienne	
→		↓		↓		↓		Saule de petite taille	→	↓		↓	
Lettre grecque	→							Grand cervidé	→				
Nourrice de Dionysos								Plante urticante					
→			Confondent les couleurs	→				↓					
			Refuge dans le désert										
Balades en mer	→		↓								Astate	→	
Mentionna											Vallée en Italie du nord		
→				L'Estonie en VO	Évalua	→					↓	Prénom féminin	
Beauvais est sa préfecture	→			↓	Cépage blanc du Rhin et de la Moselle		Partie d'intestin	→				↓	Inventa
Jalouser					↓		Voiture américaine						↓
→						Beau devant une voyelle	↓			Partie de charrue	→		↓
						Dedans				Pays scandinave			
Policiers et compagnie	Entre deux roues	→				↓		Agir en justice	→	↓			
	Pente raide							Ville du Puy-de-Dôme					
→	↓		Maintenir	→				↓	Affluent de l'Oubangui	→			
			Réalisa Hiroshima mon amour						Anéantis-sant				
Ne circule plus à Rome		Thymus de veau	↓			Vêtement de marin	→		↓		Note de musique	→	
→		Dirigée				Donnés en héritage							
		↓		Parti politique israélien	→	↓					Poissons de mer		Son nom évoque sa forme
				Sud-ouest							↓		↓
Croquis	→			↓			Production de colonies	→				Armes à feu italiennes	
Charmante							Forces						
→							↓	Notes haussées d'un demi-ton		Système d'assistance au freinage	→		
Attacha	→			Gens armés	→			↓					
À ras bol				Raconter									
→				↓	Île de Bretagne	→				Carré pour Vauban	→		
					Oeuvre de Corneille (le)					Fin d'infinifitif			
Jeu de cartes américain		Pillage d'une ville	→		↓	Ôte	→			↓			Plante purgative
→		Sa capitale est Mascate				Elle peut être salée							↓
		↓	Scènes de combat	→		↓			Renvois malencontreux	→			
			Vient d'une côte										
Il a un charme certain	Cacas d'oie	→	↓							Fin d'un office	→		
	Distance chinoise									Geste de scout			
→	↓				Possessif	→			Mister déjanté en Grande-Bretagne	→			
Sans mouvements	→							Rapport tarifié avec une prostituée	→				

La 2^e édition du Salon national de l'industrie automobile et de ses accessoires se tiendra du 6 au 10 mai à Constantine, avec un nombre "important" de participants, ont annoncé, mercredi à Alger, les organisateurs. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cet événement, le responsable de l'agence organisatrice, Mounir Batraoui, s'est réjoui d'accueillir de nouveaux exposants au cours de cette édition qu'il s'attend être "exceptionnelle", avec la participation, en plus des concessionnaires, de plusieurs entreprises de sous-traitance dans le domaine de l'automobile. M. Batraoui s'attend à une affluence, lors de cette édition "Cirta Auto", plus importante que celle enregistrée lors de la première édition, "Bahia Auto" à Oran qui a drainé, selon lui, "250.000 visiteurs" et qui a vu "plus de 150.000 commandes passées au cours de cet événement".



MDN

Reddition d'un terroriste et arrestation de 13 éléments de soutien

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar et 13 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes à travers le pays, durant la période du 28 février au 5 mars, indique un bilan opérationnel rendu public, mercredi, par le ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 28 février au 5 mars 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et « grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé +CH.Aïssa+ s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6^{ème} Région militaire (RM), en sa possession 1 pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions », relève le communiqué, ajoutant que « dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont arrêté 13 éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le pays, alors que deux 2 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Ain Defla et Skikda ».

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le CDER présente ses produits innovants lors d'une exposition en Italie

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a présenté plusieurs de ses produits de recherche lors de sa participation au salon international de la transition énergétique "Key - The Energy Transition Expo", tenu en Italie entre le 28 février et le 1^{er} mars, a indiqué mercredi le centre dans un communiqué. Selon la même source, cette participation au salon "Key - The Energy Transition Expo" organisé par Italian Exhibition group au centre d'exposition de "Comune di Rimini", entre dans le cadre du "partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Italie, essentiellement dans le domaine des énergies renouvelables (EnR)". A la tête d'une importante délégation des chefs d'entreprises économiques algériennes, le CDER a exposé certains de ses produits de recherche et des systèmes contrôle-qualité qui ont été développés dans la division photovoltaïque (PV), "notamment ceux relatifs à la plateforme de test PV et à l'étalonnage de pyranomètres, lesquels ont suscité l'intérêt des entreprises étrangères et des bureaux d'études afin d'optimiser le di-

mensionnement des centrales photovoltaïques par une mesure juste et fiable". Par ailleurs, les entreprises et les organismes algériens ont participé à des rencontres bilatérales d'affaires avec leurs homologues étrangers pour exploiter les opportunités de coopération et d'échange d'expertises, notamment dans le domaine des EnR et de l'efficacité énergétique. "Ces rencontres ont également permis de mettre en exergue le potentiel algérien en matière de recherche et d'industrie dans le domaine solaire photovoltaïque", souligne le CDER. En marge du salon, le représentant du CDER a été reçu par le chef exécutif de l'Italian Exhibition group, Corrado Peraboni, avec qui il a pu échanger sur le développement du secteur EnR dans les deux pays, "et d'examiner les moyens possibles pour le lancement d'une coopération concrète entre les deux pays dans ce domaine". De son côté, le directeur de la filiale études et réalisation en énergies renouvelables "ER2", El Amin Kouadri Boudjelthia, a affirmé que ces rencontres avaient ouvert "de larges perspectives" aux partici-

pants algériens et étrangers pour discuter des expériences acquises et préparer un transfert "effectif" de connaissances et de technologies dans les domaines de l'énergie propre et du photovoltaïque, "notamment avec les compagnies italiennes qui proposent des solutions innovantes en la matière". Pour sa part, le directeur de la plateforme test PV du CDER, Salim Bouchakour, est intervenu lors d'une conférence intitulée : "Mise à niveau d'une électrification durable en Afrique". Il s'est également entretenu avec le président de l'organisation de soutien à la transition énergétique en Afrique "Res4Africa Foundation", Salvatore Bernabei, avec lequel il a évoqué la situation du marché algérien du solaire photovoltaïque et les perspectives de son développement. A noter que ce salon est un rendez-vous des industriels italiens oeuvrant dans le domaine des énergies renouvelables, couvrant la fabrication des équipements et la réalisation des projets. La participation du CDER entre dans le cadre d'un accord signé avec Italian Exhibition group.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Le gaz naturel : Comment concilier l'économie et l'écologique dans un monde en crise

Les problèmes économiques du monde se superposent, les questions géostratégiques s'emballent alors que les Etats s'efforcent de trouver des réponses aux nombreuses préoccupations des populations. Au Nord comme au Sud, les élites sont démunies pour trouver des sorties de crises. Les recompositions géopolitiques se font et se défont au gré des événements. Le 7^{ème} sommet du GECF à Alger a été un succès dans un univers de turbulence. La déclaration d'Alger a été un révélateur de la situation que vit le monde aujourd'hui. Les signataires de la déclaration ont insisté sur les « droits souverains absolus et permanents des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel. » Cette mention en dit long sur les risques qui pourraient découler d'une crise grave dans les relations internationales. L'affirmation de la souveraineté sur les ressources naturelles exprime à la fois un danger et une solidarité. La même déclaration cherche une légitimité internationale en reconnaissant « le rôle fondamental du gaz naturel dans la réalisation des Objectifs de développement durables des Nations Unies ... et la garantie d'un accès universel à une énergie abordables, fiable, durable et moderne pour tous. ». Elle réaffirme, par ailleurs, l'importance des risques et les défis des marchés découlant de la situation géopolitique et la situation économique... Les risques touchant aux infrastructures sensibles et leur protection des catastrophes naturelles, des incidents techniques, et des menaces d'origine anthropique.

Cette recherche d'une sécurisation des infrastructures gazières renvoie à des responsabilités des Etats pour garantir un approvisionnement en gaz au profit de tous. Cette vision globale est corroborée par la déclaration : « Les contributions du gaz naturel, ami de l'environnement, à la lutte contre les changements climatiques et son importance pour consacrer des transitions énergétiques justes, équitables, ordonnées, inclusives et durables, tout en tenant compte des circonstances, capacités et priorités nationales et que la croissance économique, le progrès social et la protection de l'environnement sont trois piliers étroitement liés et complémentaires du développement durable. » Les pays membres du GECF lancent des messages forts aux agissements de certaines puissances hors du cadre des Nations Unies pour imposer des restrictions économiques et financières : « Notre condamnation de toutes les restrictions économiques unilatérales entreprises sans l'approbation préalable du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que l'application extraterritoriale de toutes mesures, lois et réglementations nationales à l'encontre des pays membres du GECF qui impactent négativement le développement et le commerce du gaz naturel et mettent en péril la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. » La déclaration revient sur l'importance des investissements dans ce secteur capitalistique et dont les

rendements ne peuvent être qu'à long terme, ce qui augmente le risque pour les investisseurs. L'abondance du gaz ne signifie pas sa disponibilité immédiate et à moindre coût ; les investissements sont importants et les délais de réalisations des infrastructures de production et de transports sont assez long (5 à 7 ans). Les membres du GECF exprime cette crainte par : « Notre appel à des investissements opportuns pour la stabilité du marché, un flux sans entrave des ressources financières, l'accès à la technologie et le transfert de connaissances de manière non discriminatoire. » Soutenir le rôle fondamental des contrats de gaz naturel à long terme, ainsi qu'une tarification basée sur une indexation pétrole/produits pétroliers, pour garantir des investissements réguliers dans le développement des ressources en gaz naturel. Au final, les pays membres de la Conférence ont pris conscience des enjeux du commerce du gaz dans le cadre des politiques liées aux changements climatiques et aux restrictions réglementaires et fiscales (taxe carbone) imposées aux énergies fossiles. Par cette déclaration, ils soulignent que le gaz naturel ne peut être rangé dans la même catégorie que les autres énergies fossiles, pétrole et charbon. Au contraire, le gaz naturel est une énergie moins polluante et surtout une énergie de transition par excellence.